LA REVOLUTION AGRAIRE EN ALGERIE

Historique, Contenu et Problèmes.

Research report no. 47

Ebbe Jönsson

LA RÉVOLUTION AGRAIRE EN ALGÈRE
Historique, Contenu et Problèmes

ISBN 91-7106-145-2

C. Lars Jönsson and Nordiska Afrikainstitutet

Printed in Sweden by
Uppsala Offset Center AB
Uppsala 1978

Limites Administratives - Algérie du Nord

Source: Statistique Agricole, Série Etudes et Enquêtes, no 19 1976, MARA, Alger 1976, p. 12.

TABIE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	9
LE DEVELOPPEMENT DE LA GRANDE PROPRIÉTÉ TERRENIÈRE.....	9
1. L'Époque Turque.....	9
2. L'Époque Française.....	11
3. La Bourgeoisie Agraire Algérienne.....	13
4. La Nécessité de la Révolution Agraire.....	19
LE CONTENU DE LA RÉVOLUTION AGRAIRE ALGÉRIENNE.....	24
- Les Objectifs.....	24
- Les Trois Phases de la R.A.....	25
- Listes Préparées au Niveau Communal.....	27
- Les Critères de Nationalisation.....	27
- L'Indemnisation.....	29
- Les Critères d'Attribution.....	29
- Les CAPRA.....	30
- Nouvelles Structures Politiques.....	32
- Nouvelles Structures Economiques.....	37
- Conclusion.....	42
PROBLEMES APPARAISSANT DANS LE DERROULEMENT DE LA R.A.....	43
I. LES COUCHES SOCIALES AU NIVEAU COMMUNAL AYANT UN INTERET CONTRAIRE A CELUI DE LA R.A.....	45
<u>A.</u> Les Grands Propriétaires Fonciers.....	45
<u>B.</u> Les Intermédiaires dans la Commercialisation Agricole....	53
II. PROBLEMES DANS L'ORGANISATION DE LA R.A.....	55
<u>A.</u> Le Système de Commercialisation.....	55
<u>B.</u> Le Système de Prix.....	57
<u>C.</u> Le Système de Crédits.....	61
III. PROBLEMES DANS L'ORGANISATION INTERNE DES COOPERATIVES.....	62
<u>A.</u> La Composition Sociale des Coopératives.....	62
<u>B.</u> La Gestion Démocratique des Coopératives.....	64

<u>C.</u> La Mobilisation de la Paysannerie Pauvre.....	65
DEUX INDICES SUR LE NIVEAU DE DEVELOPPEMENT DE LA R.A.....	68
<u>A.</u> Les Désistements.....	68
<u>B.</u> La Production.....	71
CONCLUSION.....	74
SUMMARY.....	77
NOTES.....	78
ANNEXE: Le Secteur Agricole Autogéré.....	84

INTRODUCTION

Historiquement, l'Algérie a toujours été un pays agricole riche fournissant ses produits alimentaires aux pays méditerranéens.

A cause de sa richesse agricole l'Algérie a été incessamment en proie aux pays colonisateurs, qui voyaient de cette façon un moyen de s'enrichir.

Les romains, par exemple, considéraient l'Algérie et les autres pays maghrébins comme leur grenier, et chaque fois que les envois de céréales s'arrêtaient c'était la famine dans la métropole.

Les céréales notamment étaient très demandées grâce à leur hautes qualités nutritives. Dans les documents de l'époque romaine il est à remarquer que les procureurs envoyaient parfois à Rome, plus de 350 épis provenant d'un seul grain de blé. (1)

L'Algérie a continué à être un pays exportateur de produits agricoles jusqu'à tout récemment.

La plus grande partie de la population active du pays était employée dans le secteur agricole, alors que les autres secteurs, comme l'artisanat et le commerce, ne jouaient qu'un rôle mineur et complémentaire.

Aujourd'hui même, selon le dernier recensement démographique, la population rurale constitue environ 59 % de la population totale, soit en chiffres 10,2 millions sur une population de 17,4 millions d'habitants (non compris les émigrés qui sont au nombre de 828.000). (2)

LE DEVELOPPEMENT DE LA GRANDE PROPRIÉTÉ TERRIENNE

1. L'Époque Turque

Même si des domaines privés relativement grands ont existé en Algérie depuis l'ère chrétienne, ce n'est qu'à l'époque turque (1515-1830) que le processus de concentration de la terre s'accéléra sensiblement.

La concentration de la terre se fait principalement sous le contrôle de l'État féodal turc, qui devient alors le plus grand propriétaire foncier individuel de l'Algérie.

La mise en culture de la terre de l'État turc (la terre beylik) se

fait au moyen de plusieurs formes d'affermages et de propriétés. Les terres personnelles du Bey sont pour la plupart mises en cultures par des serfs, sous forme de corvées imposées aux tribus voisines.

D'autres parties de la terre beylik sont louées aux paysans individuels ou aux tribus, à condition qu'ils payent des rentes ou effectuent des services au Bey, perception d'impôts et service militaire par exemple.

Une partie considérable de la terre beylik est aussi mise en culture par le système de khammessat.

Les khammès sont des paysans sans terre qui fournissent l'un des cinq facteurs de production dans le processus de mise en valeur de la terre beylik, c'est-à-dire le travail. Ils reçoivent également un cinquième du résultat de la production agricole provenant des terres qu'ils travaillent.

Le propriétaire, en ce cas l'Etat turc, fournit les quatre facteurs de production restant, c'est-à-dire la terre, la semence, les bêtes de labour et les instruments de travail. Le propriétaire prend, par conséquent, quatre cinquièmes de la production totale.

Ce système de production, qui ressemble beaucoup aux systèmes féodaux de l'Europe médiévale, existe aussi hors du secteur beylik. Nous aurons plus loin l'occasion de revenir à ce système de khammessat, puisqu'il sera conservé et même répandu pendant la colonisation française.

Il importe de prendre en considération qu'il existe un décalage entre le contrôle formel et le contrôle réel exercé sur la terre beylik par l'Etat turc.

Même si en principe le système de terre beylik s'étend au maximum sur environ un quart de la superficie agricole cultivée, il en est pourtant autrement en réalité.

A cause de son pouvoir relativement restreint, l'Etat turc ne peut étendre le système féodal que sur une partie limitée du territoire algérien, et ne peut maintenir son pouvoir sur ces terres que grâce aux tribus collaboratrices.

La plupart des terres non-beylik appartiennent soit à des tribus (terre arch) mais cultivées individuellement, soit aux communes ou à des institutions religieuses (terre habous), soit à des paysans

privés (terre melk).

Cette dernière n'est cependant pas une terre privée dans le sens actuel du mot, étant donné qu'elle ne peut pas être librement achetée et vendue.

2. L'Epoque Française

C'est surtout pendant les années de colonisation française (1830 - 1962) que les processus de privatisation et de concentration de la terre se développent rapidement en Algérie.

De plus, cette période de l'histoire algérienne est celle dont nous possédons le plus de documentation concernant les conditions économiques et sociales rurales.

La colonisation française signifie, pour la majorité des algériens, une période de difficultés extrêmes: le refoulement, le cantonnement, l'expropriation de leurs terres, la prolétarianisation massive, en un mot - la misère.

Avant de décrire les processus de privatisation et de concentration de la terre, il convient d'envisager quelques chiffres sur cette misère aggravante de la campagne algérienne.

La population

A la veille de la colonisation française on estime la population algérienne à plus de 3 millions d'habitants.

En 1856 elle diminue pour atteindre 2,3 millions d'individus, avant de remonter à 3,3 millions en 1886. Autrement dit, après plus d'un demi siècle de colonisation française la population algérienne n'a pas augmenté. (3)

La mortalité infantile

L'évolution du taux de la mortalité infantile, c'est-à-dire le nombre de décès pendant la première année par mille naissances, montre une courbe ascendante:

Année	1901	1927	1938	1954	1960
Taux	123,5	156,9	200,0	311,0	471,0

(4)

Les impôts

De lourds impôts de tout genre sont imposés aux algériens par les colonisateurs: impôts directs sur les propriétés, les bâtiments, les terres, ainsi qu'un grand nombre d'impôts indirects et de prestations.

En 1895 les impôts payés par les algériens s'élevaient à 26.842.264 francs, soit 61,2 % des impôts totaux. Les chiffres concernant l'année 1907 sont respectivement 42.326.247 francs et 44,9 %. (5)

La production

En ce qui concerne la production céréalière elle est stagnante après une augmentation des récoltes pendant les années 1850-1900.

Les chiffres présentés ci-dessous concernent la production globale de céréales, c'est-à-dire tant le secteur algérien qu'européen:

1901-1920;	18,7	millions de quintaux en moyenne par an,	
1921-1940;	17,1	" " " " " " " "	
1941-1960;	18,1	" " " " " " " "	(6)

La production céréalière est, bien entendu, fonction aussi de la répartition entre les terres herbacées et les terres au repos. En 1939 les terres au repos constituent 44,2 % de la superficie totale consacrée aux céréales, mais ce taux augmente jusqu'à 53,5 % en 1961, ce qui signifie que plus de la moitié de la terre céréalière reste en jachère! (7)

Voici quelques données concernant l'évolution du rendement à l'hectare du blé dur et de l'orge:

Années	Terres Musulmanes		Terres Européennes	
	Blé dur	Orge	Blé dur	Orge
1872-1880	4,0	5,8		
1881-1890	4,5	5,3		
1891-1900	5,0	5,8		
1901-1910	5,6	6,4		
1911-1919	5,2	5,9		
1954	5,0	6,1	11,0	11,7
1959	5,1	5,8	10,0	7,4

/qx par ha/

(8)

On constate que l'évolution du rendement sur les terres musulmanes est à peu près stable pendant toute la période de colonisation, alors

que la densité démographique de la population agricole augmente. On constate également que le rendement sur les terres européennes est le double de celui sur les terres musulmanes.

Les troupeaux

Ce que nous avons constaté en matière de production céréalière est également valable pour l'évolution des troupeaux appartenants aux algériens. Ceux-ci diminuent continuellement sous l'oppression coloniale, étant donné que les paysans éleveurs sont obligés de vendre leurs moutons au fur et à mesure que la misère s'aggrave:

1885-1889;	2,85	moutons	par	habitant	en	moyenne	
1895-1899;	1,90	"	"	"	"	"	
1910-1914;	1,65	"	"	"	"	"	(9)

En 1960 il semble que le nombre de moutons par habitants diminue à 0,5, ce qui entraîne de graves conséquences économiques et sociales pour la population rurale.

Il est inutile d'alourdir l'exposé par davantage de chiffres sur la misère rurale aggravante en Algérie.

Il faut tout de même remarquer que les structures de sous-développement fondées pendant l'époque coloniale, sont la cause d'obstacles majeurs au développement agricole d'aujourd'hui.

3. La Bourgeoisie Agraire Algérienne

Tandis que l'oppression de la paysannerie pauvre par les colonisateurs se poursuivait, une couche de paysans aisés réussit à s'accaparer de grandes propriétés foncières. Il n'est même pas trop exagéré de dire que ce phénomène est accéléré par la colonisation du pays et les nouvelles structures économiques et politiques imposées. Comment cela est-il possible?

Du point de vue des colonisateurs français une restructuration du système de production agricole était indispensable, pour s'accaparer du surplus économique du secteur agricole.

Après avoir réprimé toute résistance militaire des algériens en 1871, les colonisateurs se consacrent à l'application d'une législation foncière, en grande partie promulguée déjà depuis 1844.

Le but principal de cette législation foncière est d'une part d'exproprier les meilleures terres musulmanes en repoussant les paysans, d'autre part de faire de la terre une marchandise qui peut être librement achetée et vendue, à condition, bien entendu, qu'elle soit précédée d'un processus de privatisation, c'est-à-dire que les terres sont constituées en titres individuels.

En somme, afin de réussir à reproduire le système de production capitaliste sur la campagne algérienne, il est donc nécessaire d'établir la propriété individuelle au sein du système économique communautaire.

L'économiste algérien Benachenhou écrit à propos des motifs de la législation foncière promulguée par les colonisateurs:

"La tribu est un danger et un frein pour la colonisation déjà établie. Le danger provient du caractère insurrectionnel de l'organisation tribale. Le frein est constitué par le caractère familial de son droit de propriété qui interdit la libre transaction et donc l'accès aux moyens de production par l'argent."

(10)

L'exécution des lois foncières ne tarde pas à venir, et déjà en 1880 les colons ont s'approprié plus d'un millions d'hectares de terres, ce chiffre atteint jusqu'à 2.345.666 hectares en 1930. Inutile de remarquer qu'il s'agit des meilleures terres agricoles du pays.

Pour ce qui est des terres musulmanes délimitées et constituées en titres individuels, elles s'élèvent à 2,2 millions d'hectares en 1897, et à 4,3 millions d'hectares en 1934, ce qui signifie que la plus grande partie des terres agricoles cultivables a été transformée en propriétés privées.

(11)

La privatisation et le droit de libre transaction de la terre donnent naissance à une classe de grands propriétaires fonciers algériens, de sorte que s'ouvre aux paysans aisés la possibilité d'acheter des terres à bon marché, surtout pendant les périodes difficiles de famine où les petits paysans sont obligés de vendre leurs terres. Notons à titre d'exemple qu'entre 1939 et 1946, 550.000 hectares de terres sont vendus et achetés entre les propriétaires algériens. (12) Des rachats des terres colons se répandent même à la fin de l'époque coloniale, à tel point que les terres européennes diminuent de 332.729 hectares entre 1951 et 1962. Ces terres passent donc des mains colons aux mains de la nouvelle bourgeoisie agraire algérienne.

Launay résume les moyens par lesquels les paysans algériens peuvent s'enrichir:

"Pour ceux qui sont honnêtes, un travail acharné (aidé au début par un héritage de 50 hectares de terres), ou une bonne plantation de vigne; pour les autres qui le sont moins, l'ascension a pour corollaire la misère des petits fellahs voisins; ce sont les prévarications des caïds, l'utilisation par les 'élus' de leur influence politique pour obtenir des prêts de la SIP et divers avantages matériels ou financiers, comme des concessions importantes de lots communaux; enfin l'exploitation de la misère des petits fellahs et des ouvriers agricoles par la location de terrains selon des contrats qui laissent l'essentiel du bénéfice au riche." (13)

Au fur et à mesure que le processus de privatisation de la terre se poursuit, la répartition des exploitations agricoles devient de plus en plus inégale.

Les statistiques officielles nous aident à préciser l'évolution de ce processus de concentration de la terre. Les chiffres ci-contre proviennent de deux recensements agricoles de 1930 et de 1950.

Il est à remarquer que le nombre des exploitations algériennes de plus de 50 hectares diminue considérablement de 42.997 en 1930 à 25.079 en 1950, tandis que la superficie moyenne de ces exploitations augmente de 74,2 à 111,1 hectares.

Simultanément, le nombre d'exploitations de moins de 10 hectares reste, grosso-modo, inchangé, tandis que leur superficie moyenne diminue de 4 hectares en 1930 à 3,1 hectares en 1950.

De plus, si nous comparons le pourcentage d'exploitations de plus de 50 hectares avec celui de leur superficie, nous constatons que:

En 1930;	7 % des exploitations possèdent 42,2 % de la superficie, soit un rapport 1 à 6,
En 1950;	4 % des exploitations possèdent 37,9 % de la superficie, soit un rapport 1 à 9,5.

Le processus de la concentration de la terre est encore plus rapide chez les exploitants européens: la superficie moyenne augmente de 89,7 hectares en 1930 à 123,7 hectares en 1950.

Comme le montrent les tableaux ci-contre, une couche de grands propriétaires fonciers musulmans se développe en Algérie, couche qui existe côte à côte avec les colons européens et que nous pouvons appeler la nouvelle bourgeoisie agraire algérienne.

Quelle est l'étendue de cette bourgeoisie agraire?

La répartition des exploitations agricoles en 1950 et en 1950

En 1950 :

Catégorie d'exploitation	E X P L O I T A T I O N			A L G E R I E N S		
	Nombre d'expl.	%	Superficie (ha)	Nombre d'expl.	%	Superficie (ha)
- 10 ha	3.377	33,94	42.534	1,81	454,537	1.733.803
10- 50 ha	7.143	27,30	215.797	9,24	140.010	2.635.275
50-100 ha	4.725	18,07	354.366	15,54	35.962	1.595.398
+100 ha	5.411	20,69	1.721.979	73,41	7.035	1.593.495
Total	23.355	100	2.345.666	100	617.544	7.562.977

En 1950 :

Catégorie d'exploitation	E X P L O I T A T I O N			A L G E R I E N S		
	Nombre d'expl.	%	Superficie (ha)	Nombre d'expl.	%	Superficie (ha)
- 10 ha	7.432	33,73	22.600	0,83	438.483	69,52
10- 50 ha	5.585	25,34	135.300	4,96	167.170	26,50
50-100 ha	2.635	11,92	136.900	6,85	16.530	2,63
+100 ha	6.335	28,97	2.331.900	87,36	9.499	1,25
Total	22.037	100	2.726.700	100	630.732	7.349.100

Sources: Benachenhou, op.cit., page 283
Tableaux-60, op.cit., page 129

Si l'on considère les exploitations de plus de 50 hectares en 1964, on atteint le chiffre de 1.552.490 hectares, mais ce n'est qu'un chiffre approximatif étant donné qu'on ne distingue les terres irriguées des terres sèches.

Un propriétaire de 10 hectares de terres irriguées, cultivées en vigne ou en agrumes, peut être considéré comme un paysan aisé.

Berachenhov fait un autre calcul pour estimer l'étendue de la bourgeoisie agraire algérienne, en se basant sur le nombre de propriétaires adhérents aux caisses de crédit agricole:

"Si on prend pour base les surfaces financées, par les structures financières modernes, qu'on peut à priori attribuer à des entreprises capitalistes, on arrive au chiffre de 1.370.251 hectares (le nombre des Algériens adhérents aux Caisses de Crédit Agricole Mutuel est passé de 19.000 en 1938 à 30.843 en 1960...). En outre, les statistiques nous informent que le secteur autogéré de 1962 a 20 % de moins de terres que n'en avaient les Européens en 1951, dont l'essentiel fait certainement partie des terres de la nouvelle classe koulak. Au total celle-ci disposerait de 1.900.000 hectares." (14)

Cette nouvelle classe de propriétaires fonciers algériens, qui constitue le secteur privé moderne en 1964, possède un nombre de tracteurs à peu près égal à celui du secteur autogéré, soit environ 19.000.

On constate de même que la densité des tracteurs, calculée pour l'année 1961, est très inégalement répartie entre les différents secteurs:

Secteur européen.....	1 tracteur pour 87 ha en moyenne,
Secteur moderne musulman.....	1 tracteur pour 225 ha en moyenne,
Secteur traditionnel musulman...	1 tracteur pour 2.500-3.000 ha en moyenne.

(15)

Pour ce qui est de la répartition du revenu des exploitations musulmanes en 1960, on remarque aussi une inégalité profonde:

% d'exploitations	% des revenus
62,1	22,6
31,6	37,1
6,3	40,4

(15)

Autrement dit, 6,3 % des exploitations algériennes s'emparent de 40,4 % des revenus agricoles!

Cette répartition inégale des revenus est rendue possible, entre

autre, grâce à une nouvelle structure de production agricole, ainsi qu'à de nouveaux produits agricoles destinés au marché d'exportation au lieu de l'autoconsommation.

Ces nouveaux produits sont vendus, en grande partie, aux colons et aux commerçants européens qui les revendent sur le marché international.

Au fur et à mesure que les agriculteurs algériens cultivent de nouveaux produits, comme par exemple la vigne, les agrumes, les cultures maraichères, et les cultures industrielles, les superficies consacrées aux céréales n'augmentent pas, de sorte que la superficie non-céréale, représentant 4,2 % du total en 1901, atteint 11,6 % en 1914 et 13,3 % à la fin de l'époque coloniale. (17)

Le développement du mode de production capitaliste dans la société algérienne a de grands effets sur la répartition sociale du travail. Le tableau ci-dessous montre les différentes catégories socio-professionnelles dans l'agriculture algérienne par rapport à leurs relations aux moyens de production:

Catégories	1901	1930	1938	1954
Propriétaires	620.899	617.544	549.395	503.900
Khammès/Métayers	350.715	634.600	713.000	59.700
Fermiers	37.455	50.771	55.600	900
Ouvriers Agricoles	151.108	428.032	462.467	571.000

(18)

Malheureusement nous ne connaissons pas l'importance de la main-d'oeuvre familiale, ce qui rend difficile le calcul des pourcentages globaux. Il faut également prendre en considération que pendant la période en question la population agricole active double. Comme le montre le tableau ci-dessus, un fort accroissement du nombre des ouvriers agricoles se produit à la suite de l'introduction du système de production capitaliste sur une partie du secteur agricole algérien.

De plus, il est à remarquer que l'importance des khammès dans le système de production agricole est considérable.

Ce phénomène montre que le développement du capitalisme agraire n'a pas entièrement pénétré toute la campagne algérienne.

En outre, l'emploi des khammès semble même être plus rémunérateur que d'autres formes d'affermage. Ageron cite un exemple concret:

"La Société Genevoise...affermait 8.147 ha sur ses propriétés sétifiennes. Cela ne lui rapportait que 17 F l'ha en moyenne alors que les terres qu'elle donnait en khammessat traditionnel lui rapportait...33 F en moyenne à l'hectare." (19)

Selon une enquête de l'année 1956 l'emploi des khammès dans les exploitations musulmanes se répartit ainsi:

Catégorie d'exploitation	% d'exploitations employant des khammès	% de la superficie totale
-10 ha	2,72 %	3,77 %
10-50 ha	15,24 %	18,07 %
+50 ha	36,96 %	38,33 %
Total	8,03 %	23,32 %

(20)

Ce sont en premier lieu les grands propriétaires qui emploient des khammès, tandis que les petits fellahs n'emploient que de la main-d'oeuvre familiale.

Même si le système de khammessat devient moins répandu, en supposant que les chiffres de l'année 1954 ci-dessus soient corrects, il conserve cependant une place important dans l'économie rurale algérienne, phénomène que la R.A. (la Révolution Agraire) de 1971 veut abolir, en faisant des khammès des paysans propriétaires ou des coopérateurs. Mais cela sera le sujet du prochain chapitre.

4. La Nécessité de la Révolution Agraire

Après la libération nationale de 1962 la situation économique et sociale continue à s'aggraver. Les effets de la colonisation pesent lourds et empêchent considérablement un développement économique indépendant.

L'héritage coloniale crée une situation, où le gouvernement algérien indépendant est implanté dans une société caractérisée par une forte division de classes.

Le départ des colons ne change pas grand chose en ce qui concerne la situation de la grande masse des paysans pauvres. De même, les intermédiaires dans le commerce agricole, les petits bureaucrates locaux, ainsi que les grands propriétaires fonciers algériens restent sur place.

Pour cette bourgeoisie agraire, le départ des colons signifie un moyen supplémentaire de renforcer sa position à l'encontre la paysannerie pauvre.

Afin d'illustrer d'abord la stagnation de l'agriculture algérienne indépendante, et ensuite la consolidation de la bourgeoisie agraire, nous allons reproduire quelques chiffres significatifs.

La stagnation de l'agriculture

Tandis que la production agricole est plus ou moins stagnante pendant la première décennie de l'indépendance, la population algérienne augmente d'environ 40 %.

La production céréalière annuelle n'est que d'environ 19 millions de quintaux en moyenne pour les années 1962-1971, soit à peu près autant qu'avant l'indépendance.

Si l'on prend l'indice 100 pour la moyenne des années 1961-1965 de la production agricole totale par habitant, on obtient l'évolution suivante:

1966	1967	1968	1969	1970	1971
69	83	96	88	90	84

(21)

Pour ce qui est du taux d'autosuffisance en céréales, c'est-à-dire le pourcentage de la quantité produite par rapport à la quantité consommée à l'échelle nationale, il diminue. En effet, l'Algérie produit en 1969 18,3 millions de quintaux de céréales et en consomme 21,4 millions, soit un taux d'autosuffisance de 85,5 %. Ce taux diminue pour atteindre 61,4 % en 1973, pour une quantité de céréales produite de 20 millions de quintaux et consommée de 32,6 millions de quintaux.

(22)

Par conséquent, l'Algérie est obligée d'importer de plus en plus de produits agricoles, ce qui fait porter la somme dépensée pour l'importation alimentaire de 713 millions de DA (Dinars Algériens; un dinar = 1,25 francs) en 1966 jusqu'à 1.076 millions de DA en 1972.

(23)

A cause de la productivité modeste de l'agriculture l'emploi dans le secteur agraire reste très faible, ce qui a pour conséquence un exode rural élevé.

En ce qui concerne l'importance de l'agriculture dans le P.I.B. (Produit Intérieur Brut) une diminuation forte est à remarquer au cours des dernières années:

Année	P.I.B.	Part de l'agriculture	
		Valeur brut	%
1954	5.900	2.000	33,90
1963	11.200	2.300	20,54
1969	17.000	2.400	14,12
1973	25.965	2.050	7,60

/millions de DA/

(24)

Enfin pour ce qui est du taux de mortalité infantile, qui est, en effet, un bon indice de la condition de vie de la population rurale, il s'élève en 1970 à 99,6 pour mille pour les grandes villes et à 151,3 pour mille pour la campagne. (25)

La consolidation de la bourgeoisie agraire

Malgré le départ des colons et l'installation d'un gouvernement indépendant, la situation des grands propriétaires fonciers algériens est stable, et ils ne cessent de renforcer leur position au détriment de la grande masse des paysans pauvres.

Le recensement de l'agriculture privée en 1973, achevé au moment où la deuxième phase de la R.A. va commencer, indique, à ce propos, l'accroissement de l'inégalité de la répartition de terres:

Catégorie d'expl.	Nombre d'expl.	%	Superficie agricole utile (ha)	%
- 10 ha	578.888	79,21	1.536.412	29,50
10-50 ha	138.528	18,95	2.492.485	47,86
50-100 ha	10.007	1,37	610.913	11,73
+100 ha	3.439	0,47	567.801	10,91
Total	730.862	100	5.207.611	100

(26)

Les exploitations de plus de 50 hectares constituent 1,84 % du total, alors qu'elles occupent 22,64 % de la superficie totale, soit un rapport de 1 à 12,3, ce qui signifie une aggravation de l'inégalité de la répartition de terres par rapport à celle d'avant l'indépendance (voir page 15). La superficie moyenne des exploitations de moins

de 10 hectares est 2,65 hectares environ, ce qui signifie une diminution de 1,35 hectares par rapport à celle de le recensement de 1930.

Le recensement de 1973 nous permet aussi de calculer l'importance de l'utilisation des moyens de production par rapport aux superficies des exploitations:

Catégorie d'exploitation	Nombre d'expl. utilisant charrue métallique	%	Nombre d'expl. utilisant traction mécanique	%	Nombre d'expl. utilisant traction animale	%
- 10 ha	234.417	40,49	104.297	18,02	318.480	55,02
10- 50 ha	109.353	78,94	68.373	49,36	88.313	63,75
50-100 ha	8.929	89,23	7.022	70,17	5.258	52,54
+100 ha	3.177	92,38	2.850	82,87	1.686	49,03
Total	355.876	48,69	182.542	24,98	412.737	56,61

Catégorie d'exploitation	Nombre d'expl. utilisant engrais	%
- 10 ha	53.602	9,26
10- 50 ha	15.589	11,25
50-100 ha	1.375	13,74
+100 ha	752	21,87
Total	71.318	9,76

(27)

Comme l'indiquent les tableaux ci-dessus, les exploitations de plus de 100 hectares utilisent 2,3 fois plus souvent des charrues métalliques, 4,6 fois plus souvent de la traction mécanique, et 2,4 fois plus souvent de l'engrais que les exploitations de moins de 10 hectares. C'est-à-dire que les grands propriétaires fonciers ont un taux de mécanisation nettement supérieur à celui des petits fellahs.

Pour ce qui est du cheptel, source alimentaire très importante pour les petits paysans et les paysans sans terres des régions moins fertiles, la répartition est encore plus inégale. (Voir la page ci-contre)

On constate que la moitié des propriétaires possèdent uniquement le dixième du cheptel total, tandis qu'un dixième des propriétaires

possèdent environ la moitié du cheptel!

A cela s'ajoute le fait qu'un grand nombre de bergers ne possèdent aucun cheptel et sont par conséquent obligés de travailler pour le compte de grands éleveurs.

Nombre de têtes	Propriétaires effectifs	%	Cheptel effectifs	%
10-50	21.730	48,04	513.114	11,58
50-100	12.283	27,15	812.097	18,33
100-300	7.197	15,91	1.143.128	25,81
300-500	2.797	6,18	950.020	21,45
+500	1.229	2,72	1.011.305	22,83
Total	45.236	100	4.429.664	100

/en 1973/

(28)

Les motifs officiels de la R.A.

La nécessité d'une réforme agraire, tant au point de vue économique qu'au point de vue politique, devient de plus en plus urgente.

En novembre 1971 le gouvernement algérien prend enfin la décision de la mettre en oeuvre.

Les motifs officiels de la R.A. sont résumés dans la Charte de la Révolution Agraire:

"L'inégalité dans la répartition des terres est la cause principale du bas niveau de vie des masses rurales et de l'incapacité dans laquelle elles se trouvent de transformer leurs méthodes de culture et de prendre part au développement économique du pays."

(29)

En bref, la R.A. est nécessaire afin d'abolir les structures féodales tel que le système de khammessat, coloniales et capitalistes, pour que le pays puisse atteindre un développement économique et politique satisfaisant.

Dans les pages qui suivent, nous allons étudier d'abord ce que contient, et ensuite comment se déroule, la R.A. algérienne.

LE CONTENU DE LA REVOLUTION AGRAIRE ALGERIENNE

Les Objectifs

La R.A. algérienne contient un grand nombre de réformes interdépendantes dans les domaines économiques, sociales et politico-administratives.

Nous allons plus loin étudier certaines de ces réformes, mais tout d'abord quelques mots concernant les objectifs généraux.

Les objectifs généraux de la R.A. sont exprimés dans la Charte de la Révolution Agraire de 1971 et dans la Charte Nationale du Peuple Algérien de 1976:

"La révolution agraire est une opération éminemment politique dans ses fondements comme dans ses buts, qui constitue une dimension fondamentale de la construction du socialisme. Sa réalisation doit par conséquent, respecter les méthodes mêmes de la construction du socialisme dans notre pays, c'est-à-dire avant tout, décentralisation, démocratie, participation des intéressés eux-mêmes, mobilisation de l'ensemble des institutions politiques, et adaptation des instruments technico-administratifs."

(30)

"La révolution agraire a pour but d'assurer une répartition juste et efficace des moyens de production agricole et d'abord du plus important d'entre eux, la terre, pour que devienne possible, avec l'aide de l'Etat, la transformation radicale des conditions de vie et de travail des paysans."

(31)

"La révolution agraire substitue à l'ancienne exploitation coloniale et féodale une organisation socialiste qui met fin au dualisme entre secteur traditionnel et secteur développé, oriente principalement la production vers la satisfaction des besoins nationaux, abolit l'absentéisme, la sujétion à une hiérarchie tribale exploiteuse, la Khemassa et ses équivalents pastoraux, en même temps qu'elle supprime toute forme de commerce spéculatif sur les ressources en eau en les nationalisant."

(32)

Il est clair qu'un des buts principaux de la R.A. est la mobilisation de la paysannerie pauvre dans des structures démocratiques.

Après avoir ainsi défini les objectifs généraux, les textes traitent dans tous ses détails l'organisation de la R.A., en spécifiant les objectifs concrets.

Nous aurons l'occasion de revenir à certains de ces objectifs con-

crets dans un chapitre ultérieur, pour l'instant il importe d'étudier les réformes les plus importantes au sein de la R.A. algérienne.

Les Trois Phases de la R.A.

La première phase de la R.A., lancée le 17 juin 1972, a pour but la nationalisation et la redistribution des terres communales, domaniales, habous et autres collectivités publiques.

Elle est précédée par un recensement de toutes les terres agricoles ou à vocation agricoles du pays, ce qui signifie au total plus de 8 millions d'hectares, dont environ 3 millions d'hectares sont concernés par la première phase.

Les terres redistribuées, environ 800.000 hectares de terres cultivables, ne sont pas très fertiles, ce qui entraîne la constitution d'un nombre supérieur de pré-coopératives que de coopératives de production. Les pré-coopératives constituent environ 40 % du nombre total de coopératives créées au cours de la première phase, tandis qu'elles ne constituent que 17 % au cours de la deuxième phase. (33)

La deuxième phase de la R.A., lancée le 17 juin 1973, a pour but l'expropriation de grandes propriétés foncières afin de les redistribuer, sous forme de coopératives de production, aux paysans pauvres.

La superficie nationalisée au cours de la deuxième phase s'étend sur 573.000 hectares de terres au total.

Il importe d'ailleurs de souligner que cette phase n'est pas encore achevée, et qu'il reste à nationaliser un assez grand nombre de terres agricoles.

Le recensement de l'agriculture privée, effectué avant la mise en oeuvre de la deuxième phase, montre que la superficie des terres restantes à nationaliser est considérable. (Voir le tableau ci-contre)

Nous allons parler quelques pages plus loin des différentes catégories de propriétaires, pour le moment il suffit de noter que si tous les propriétaires absenteïstes ainsi que ceux qui dépassent les fourchettes de limitation étaient nationalisés, on arriverait au chiffre total de 50.092 de propriétaires pour une superficie à nationaliser

de 1.294.910 d'hectares. Cela signifie que seulement 44 % des terres privées nationalisables le sont en réalité.

Voici les résultats du recensement obtenus par extrapolation au niveau national: (34)

Catégorie de Propriétaires	Nombre	%	Superficie	%
Non concernés	809.441	69,52	1.274.494	15,90
Non touchés	294.904	25,33	5.100.977	63,63
Absentéistes	34.096	2,93	243.057	3,03
Limites dépassant base supérieure des fourchettes	15.996	1,37	1.051.853	13,12
Limites entre bases inf. et sup. des fourchettes	9.908	0,85	346.780	4,32
Total	1.164.345	100	8.017.151	100

La troisième phase de la R.A., lancée le 8 novembre 1975, porte sur les terres de pâturage communales, domaniales et privées, ainsi que sur les troupeaux.

Cette phase est toujours dans son enfance, même si, dans certaines régions du pays, les premières coopératives d'élevage ont été constituées.

Pour donner une idée de la situation actuelle (en 1977) de l'avancement de la R.A. voici quelques chiffres globaux: (35)

Plus de 2 millions d'hectares de terres ont été nationalisés et versés au FNRA (Fonds National de la Révolution Agraire). 1.259.679 hectares de terres cultivables, dont environ 60 % dans le cadre de la première phase, ont été distribués à plus de 100.000 attributaires regroupés dans 6.604 unités de production, dont environ 70 % sous formes de CAPRA (Coopérative Agricole de Production de la Révolution Agraire), ce qui représente grosso-modo un sixième de la terre cultivable du pays, ainsi qu'à peu près 8 % de la population agricole active.

Nous ne connaissons pas le développement de la R.A. au cours de la dernière année, mais c'est fort probable que les chiffres n'ont pas beaucoup changé.

Listes Préparées au Niveau Communal

Au cours de l'implantation de la R.A. au niveau communal cinq listes publiques faisant l'objet d'un droit de contestation de la part de tout citoyen algérien sont établies:

1. La liste des terres agricoles, appartenant aux collectivités ou aux organismes publics et qui seraient susceptibles d'affectation au ENRA;
2. La liste des ressources en eau;
3. la liste des propriétés agricoles susceptibles de nationalisation intégrale ou partielle. Cette liste est divisée en quatre catégories:
 - propriétaires non concernés, c'est-à-dire ceux qui possèdent une superficie de moins de 0,5 hectare en irrigué ou de 5 hectares en sec ou de 20 unités de palmiers dattiers,
 - propriétaires non touchés, c'est-à-dire soit ceux qui dépassent les limites nationales ci-dessus mais ne dépassent pas les limites régionales établies selon la qualité de la terre, soit ceux qui tombent sous des règles d'exceptions,
 - propriétaires absentéistes, à nationaliser intégralement,
 - propriétaires limitables, à nationaliser partiellement;
4. La liste des personnes résidant dans la commune et remplissant les conditions requises pour être attributaires au titre de la R.A.;
5. La liste des futurs attributaires au titre de la R.A. classés par ordre de priorité.

Les Critères de Nationalisation

Les textes distinguent deux catégories de propriétaires: ceux qui travaillent eux-mêmes leurs terres et ceux qui ne le font pas.

En ce qui concerne les propriétaires ne travaillant pas eux-mêmes leurs terres, soit les absentéistes, les textes disent:

"doivent être considérés comme non exploitants absentéistes dont la terre est à nationaliser, les propriétaires se trou-

vant dans l'une ou l'autre des situations suivantes:

- qui n'exécutent pas eux-mêmes et de façon directe et régulière les différents travaux culturels pratiqués sur l'exploitation,
- qui ont confié l'exploitation à une tierce personne à quelque titre que ce soit,
- qui ne résident pas à proximité de l'exploitation." (35)

Pour qu'une terre soit à nationaliser, il faut que deux critères soient à la fois réunis. Premièrement, que le propriétaire soit un non exploitant, et deuxièmement, que l'exploitation ait une superficie supérieure aux fourchettes nationales, c'est-à-dire 5 hectares en sec, 0,5 hectare en irrigué ou 20 unités palmiers dattiers.

Les terres tombant sous ces conditions sont intégralement à nationaliser.

Il y a cependant des exceptions aux règles de nationalisations:

"Les propriétaires non exploitants qui pourraient se prévaloir des exceptions générales ou particulières...doivent répondre aux conditions suivantes:

- soit n'exercer aucune activité extra-agricole,
 - soit ne disposer que d'un revenu extra-agricole permanent inférieur à 9.000, 12.000 ou 13.500 DA selon le cas." (36)
- (C'est-à-dire si le propriétaire a un, deux, ou plus de deux enfants à charge)

De plus, tous les propriétaires tombant sous les conditions suivantes ne sont pas à regarder comme absentéistes:

- âgés de plus de 60 ans,
- ayant une incapacité physique permanente de plus de 60 %,
- temporairement absents de leurs terres à cause de service national, émigration, ou incapacité juridique et physique,
- ascendants en ligne directe de chouhadu (victimes de la guerre de libération nationale).

Pour ce qui est des propriétaires travaillant eux-mêmes leurs terres, mais tombant sous les fourchettes de limitation, les textes disent:

"La superficie de toute propriété agricole ou à vocation agricole est limitée...de façon à ce que le revenu minimum d'une famille moyenne vivant uniquement de son produit soit équivalent...au triple du revenu de la famille d'un travailleur d'une exploitation autogérée agricole effectuant 250 jours de travail par an et compte tenu de la capacité de travail susceptible d'être fournie par une personne qui en assure

l'exploitation directement et personnellement";

"la superficie maximale de terre qu'il est permis à tout chef de famille de posséder en pleine propriété...est égale à la superficie du plafond autorisé dans la commune considérée, augmentée d'autant de fois la superficie du lot attribuable dans la même commune au titre de la révolution agraire que ledit chef de famille a d'enfants à sa charge et ce, sans qu'elle puisse cependant excéder 150 % de la superficie correspondant audit plafond."

(38)

Les fourchettes sont constituées dans chaque Wilaya en tenant compte de la qualité des terres ainsi que des revenus possibles. Il est à remarquer que la limitation porte sur la terre et les palmeraies et non sur les autres moyens de production.

L'Indemnisation

Chaque propriétaire nationalisé est indemnisé de la façon suivante:

"L'indemnisation est fixée pour chaque hectare de terre nationalisé par référence à l'impôt foncier."

"Les indemnisations sont versées sous forme de titres nominatifs du trésor émis au taux de 2,5 % et amortissables en 15 ans, avec différé de 2 ans à compter de la date de leur remise aux intéressés."

(39)

Dans la pratique ce système d'indemnisation ne coûtera pas très cher à l'Etat algérien. En effet, les textes prévoient que tout propriétaire ayant acquis ses terres pendant la guerre de libération nationale (1954-1962) est exclus du droit à l'indemnisation, et comme nous l'avons vu dans un chapitre antérieur, c'est justement pendant cette période que beaucoup de terres abandonnées à la suite de la guerre ou à la suite du départ des colons, sont accaparées par les grands propriétaires algériens.

Les Critères d'Attribution

Les terres nationalisées au titre de la R.A. sont redistribuées selon le calcul suivant:

"tout lot d'attribution de terre agricole...est déterminé de façon à ce que le revenu minimum d'une famille moyenne vivant uniquement du produit de ce lot soit équivalent...au revenu de la famille d'un travailleur d'une exploitation autogérée agricole, effectuant 250 jours de travail par an."

(40)

Les fourchettes sont fixées dans chaque Wilaya selon la qualité de la terre de sorte que le revenu est fixé au niveau stipulé.

Comme nous le verrons plus loin, ce niveau du revenu minimum, déterminé par des décrets officiels, a considérablement augmenté au cours des dernières années.

Les attributaires sont ensuite choisis, dans chaque commune, par ordre de priorité selon les critères suivants:

- " a) les travailleurs agricoles occupant déjà un emploi sur les terres faisant l'objet de mesures de nationalisation... qu'ils aient la qualité de simples salariés, ou la qualité de fermiers, métayers, khammès ou gérants associés au produit des récoltes en vertu de contrats conclus de quelque manière que ce soit;
- b) les anciens moudjahidine sans terre, et les fils de chouhada n'ayant bénéficié, par ailleurs, d'aucune mesure de reclassement;
- c) les paysans sans terre et les petits paysans dont les fonds agricoles sont situés dans la commune considérée."

(41)

A l'intérieur de chacune de ces catégories, une priorité est reconnue en fonction du nombre de personnes à charge.

Au 30 septembre 1976, le MARA (Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire) estimait à 203.390 le nombre de demandes d'attribution retenues. Au même moment le nombre de demandes d'attribution satisfaites s'élevait à 97.897, soit environ 48 % de demandes totales, ce qui signifie que plus de la moitié de demandes retenues reste toujours à satisfaire.

(42)

Les CAPRA

Toutes les terres redistribuées, à part quelques lots individuellement attribués, sont constituées en coopératives agricoles, dont les attributaires doivent obligatoirement être membres.

Plusieurs types de coopératives et de précoopératives ont été installées au cours de la R.A., ce sont portant les CAPRA (Coopérative Agricole de Production de la Révolution Agraire) qui attirent notre intérêt pour le moment.

Les CAPRA constituent également la majorité des coopératives implantées dans le cadre de la R.A., soit environ les trois quarts de l'en-

semble des unités.

L'organe principal, ou souverain, de la CAPRA est l'Assemblée Générale, formée par l'ensemble des coopérateurs, chacun disposant d'une voix. Elle se réunit en session ordinaire 4 fois par an, et a notamment pour rôle:

"De déterminer la politique et de fixer le plan d'activité de la coopérative."

"De fixer le nombre de journées de travail que doit fournir chaque membre."

"D'examiner... tous conflits survenus entre ses membres ou entre ceux-ci et la coopérative."

"D'examiner, d'approuver, ou de rectifier, en fin d'exercice, le bilan et les rapports d'activité." (43)

L'assemblée générale élit aussi un Comité de Gestion, constitué normalement si la CAPRA compte au moins dix membres, et qui se réunit au moins deux fois par mois.

Il a notamment pour rôle:

- d'établir le règlement intérieur qu'il soumet à l'approbation de l'assemblée générale,
- d'approuver tous les marchés et contrats,
- d'établir chaque année un rapport d'activité qui est soumis à l'assemblée générale, chargée d'examiner et d'approuver les comptes.

Le comité de gestion élit, parmi ses membres, le Président de la coopérative. Celui-ci représente la CAPRA en justice et dans tous les actes de la vie civile auprès des autorités.

En ce qui concerne les revenus des attributaires, ils sont versés par le gouvernement sous forme de primes d'installation pendant la première année de la coopérative.

Ensuite, au moment où la CAPRA doit fonctionner sans l'aide de l'Etat, l'assemblée générale décide du montant de l'avance sur le revenu à verser mensuellement aux attributaires.

Le montant de cette avance ne doit pas excéder 70 % du salaire minimum agricole garanti au niveau national, c'est-à-dire 250 DA par mois en 1977, porté à 500 DA en 1978. (44)

La répartition du revenu brut de la GAPRA, c'est-à-dire la production totale moins les charges globales, se fait de la manière suivante:

Fonds d'exploitation
(déposés à la banque)

Fonds de réserve légale = 10 %	Fonds de dé-roulement = 15 %	Fonds d'investissements = 15 %	Fonds national de la coopération = 7 %
-----------------------------------	---------------------------------	-----------------------------------	---

Revenu des coopérateurs
(distribués aux membres)

Prime de rendement = 5 %	Fonds sociaux = 5 %	Part du revenu = 45 %
-----------------------------	------------------------	--------------------------

Les textes disent également que les gestionnaires élus dans les coopératives:

"ne bénéficient d'aucune dispense particulière au travail dans l'exploitation", et que "les fonctions de gestionnaire sont exercées gratuitement."

(45)

Il importe que nous soyons au courant de ces passages du texte officiel lorsque nous traiterons, dans un chapitre ultérieur, des problèmes de la gestion démocratique des coopératives.

Nouvelles Structures Politiques

Administrativement l'Algérie est divisée en 31 Wilayas, 160 Dairas et 704 Communes. A chacun de ces niveaux administratifs la R.A. a ses propres structures.

Malheureusement il n'est possible de ne traiter qu'un nombre mince de ces réformes dans le cadre de ce chapitre.

Ce sont notamment deux réformes politiques importantes qui attirent notre intérêt ci-dessous, d'abord l'élargissement de l'APC (Assemblée Populaire Communale), et ensuite la mobilisation des paysans pauvres dans leur propre syndicat l'UNPA (l'Union Nationale des Paysans Algériens).

L'APC Elargie

L'APCE peut être considérée comme l'organe politique le plus important pour l'application de lois et de décrets de la R.A. au niveau

communal.

L'élargissement de l'APC prévoit d'inclure:

- les représentants locaux du parti FLN (Front de Libération Nationale), c'est-à-dire ceux du bureau de la 'kasma',
- les représentants des organisations de masse, c'est-à-dire le responsable de l'association des anciens moudjahidine, le responsable de l'UGTA (l'Union Générale des Travailleurs Algériens), le responsable de l'UNFA (l'Union Nationale des Femmes Algériennes), ainsi que le responsable de la JFLN (la Jeunesse du Front de Libération Nationale),
- les représentants de l'UNPA.

Cette dernière organisation, l'UNPA, doit avoir un nombre de représentants élus égal à la moitié de celui des membres de l'APC, et en tout état de cause un minimum de six représentants.

De plus, deux-tiers des représentants de l'UNPA doivent être des paysans sans terre, des salariés agricoles ou des khammès.

Les textes prévoient également que les membres de l'ancienne APC, dont les intérêts sont susceptibles d'être affectés par les mesures de nationalisation, doivent être écartés de la nouvelle APCE.

Pour faciliter la participation des paysans pauvres aux APCE, il est décidé que les membres:

"qui ne disposent d'aucune rémunération ou salaire et dont la participation aux sessions de ces organes constitue une contrainte pour eux et pour leur familles, il a été...décidé de leur allouer une indemnité forfaitaire de 22 DA/jour."

(46)

L'APCE ont des tâches très importantes en ce qui concerne le déroulement de la R.A., elle arrête, entre autres, ses propositions relatives:

- "- à la fixation de la superficie des lots d'attribution individuelle ou collective et ce, en fonction de la qualité des terres, de leur irrigation et de la nature des cultures pratiquées,
- au nombre de lots à attribuer dans la commune, calculé d'après la superficie des lots retenus,
- à l'établissement de la liste des futures attributaires au titre de la révolution agraire...,
- aux formes d'exploitations à instaurer sur les terres devant

faire l'objet d'attribution au titre de la révolution agraire."

(47)

Les délibérations de l'APCE sont publiques et ont lieu obligatoirement une fois par semaine et chaque fois que les opérations de mise en oeuvre de la R.A. l'exigent.

Pour accomplir sa mission l'APCE est assistée soit par un comité technique soit par une commission d'enquête.

Le Comité Technique exerce, au service et sous la responsabilité de l'APCE, toute tâche à caractère technique de la R.A.. Il est composé par:

- les membres de l'exécutif communal, élus par l'APCE;
- un technicien représentant le Ministère de l'Agriculture;
- un technicien représentant le Ministère des Finances;
- un technicien représentant le Secrétaire d'Etat à l'hydraulique.

(48)

Tout membre désigné du comité technique dispose, au sein de l'APCE, d'une voix consultative.

L'APCE peut désigner une Commission d'Enquête en vue d'étudier, avant les délibérations, les contestations émises à l'encontre des projets élaborés par le comité technique. (Compare les cinq listes décrites plus haut)

Elle est composée par:

- trois membres représentant l'UNPA au sein de l'APCE choisis parmi les petits paysans et les paysans sans terre;
- deux membres représentant le parti et les organisations de masse;
- deux membres désignés par l'APCE en raison de leurs connaissances techniques.

(49)

L'APCE joue donc un rôle très important dans l'application de la R.A. au niveau communal, on pourrait même dire qu'elle a pour but de transmettre le pouvoir politique de la bourgeoisie agraire et de ses alliés aux organisations de masse, et en particulier, à la paysannerie pauvre algérienne.

L'UNEA

Avant 1974, date du premier congrès et des premières élections de l'UNEA, une autre organisation - l'Union des Fellahs - avait la tâche d'organiser et de mobiliser la paysannerie algérienne, mais on peut dire sans exagérer que celle-ci n'existait que sur le papier. Le deuxième congrès de l'UNEA, tenu en avril 1978, a fait preuve d'un progrès considérable par rapport au premier congrès tant du point de vue du nombre d'adhérents, s'élevant à 701.722 répartis dans 25.433 Faoudjs, que du point de vue de la conscience politique des élus, comme nous verrons plus loin en examinant les résolutions de ce deuxième congrès.

Comme le montre le schéma ci-dessous, la structure interne de l'UNEA suit les niveaux administratifs du pays:

E = élit
C = constitué

Niveau

Au plus bas niveau de la hiérarchie se trouvent les Faoudjs, regroupant les membres sur les lieux de travail (par exemple une coopérative ou un domaine autogéré), ils comptent normalement une trentaine de membres.

Ensuite, au niveau communal, se trouve l'Union de Paysans Communales, regroupent dans l'Assemblée Générale Communale tous les membres des bureaux de Faoudjs, celle-ci élit un Bureau Communal et un Coordinateur.

Au niveau de wilaya on retrouve exactement la même structure. De plus, les 31 coordinateurs constituent 31/75 du Conseil National. Au niveau national finalement, se trouve le Congrès National, réuni tous les quatre ans, qui élit 44 membres du Conseil National. Ce dernier élit le Secrétariat National et des Commissions permanentes.

Selon les statuts de l'UNPA les membres doivent être:

- des bénéficiaires de la Révolution Agraire,
- de l'ensemble des paysans sans terre,
- des paysans propriétaires de leurs terres qui ne sont pas susceptibles d'être touchés par la Révolution Agraire,
- des éleveurs qui conduisent personnellement leurs troupeaux sans faire appel à une main-d'oeuvre extérieure, et qui ne sont pas touchés par la Révolution Agraire." (50)

Les bureaux de Faoudjs et les organes élus au niveau communal doivent également contenir une représentation égale des trois catégories suivantes:

- les bénéficiaires de la R.A.,
- les paysans sans terre,
- les paysans et éleveurs propriétaires qui ne sont pas touchés par les nationalisations.

Le parti (FLN) a une influence importante au sein de l'UNPA puisque les textes disent:

"Le coordinateur de l'Union Paysanne Communale doit être obligatoirement élu parmi les membres du Bureau ayant la qualité de militant structuré au Parti."

"Pour l'élection des membres des bureaux de Faoudjs et des Unions Paysannes Communales la Kasma du Parti, territorialement compétente, retiendra, après large consultation, deux candidatures pour chaque poste de responsabilité à pouvoir, parmi les membres de l'Union répondant aux critères statu-

-taires d'égibilité." (51)

Parmi les objectifs de l'UNPA sont notamment:

- " - de développer le niveau de conscience politique et idéologique des masses paysannes déshéritées...,
- de donner à la paysannerie un cadre institutionnel pour réaliser et défendre le contenu politique, social et culturel de la Révolution Agraire,
- de mobiliser la paysannerie pour qu'elle participe consciemment et activement au développement économique et social du pays et à l'édification d'une société socialiste." (52)

L' UNPA est ainsi créée pour jouer un rôle très important tant au sein des organes politiques communaux, qu'en matière de mobilisation et de participation démocratique de la paysannerie pauvre algérienne.

Nouvelles Structures Economiques

Plusieurs réformes économiques ont été implantées dans le milieu rural algérien dans le cadre de la R.A..

Nous nous bornerons cependant pour l'instant à discuter trois réformes essentielles, ce sont tout d'abord le système de commercialisation de produits agricoles au marché national, ensuite les investissements dans le secteur agricole par rapport à ceux dans le secteur industriel, et enfin les VARA (Village Agricole de la Révolution Agraire).

Le système de commercialisation

Chaque groupe de produits agricoles a son propre organe, structuré au niveau wilaya et au niveau national, s'occupant de la commercialisation inter-régionale et de l'exportation de ces produits.

Pour donner une idée du système de commercialisation des fruits et légumes; voir l'esquisse page ci-contre.

Au niveau communal il y a cependant un seul organe s'occupant de la commercialisation agricole des produits du secteur autogéré et du secteur R.A., c'est la CAPOS (Coopérative Agricole Polyvalente

Communale de Services).

Niveau

(OFLA = l'Office des Fruits et Légumes d'Algérie)

(COFMI = Coopérative de Commercialisation des Fruits et Légumes de wilaya)

La CAPCS, installée dans chaque commune, occupe une position centrale dans l'organisation de la R.A. tant en matière de commercialisation qu'en matière de production.

La CAPCS a notamment pour tâche de :

"mettre à la disposition de ses membres, l'ensemble des services nécessaires à la bonne exploitation des terres qu'ils travaillent, à l'intensification et à la diversification des produits de ces terres et, éventuellement, à la commercialisation de ces produits en liaison avec les organismes publics concernés",

"de participer sur le territoire communal et dans le cadre du plan national aux opérations d'aménagement, de mise en valeur, de plein emploi et d'amélioration des conditions de vie et de travail."

(53)

L'adhésion à la CAPCS des domaines autogérés et des coopératives de la R.A. est obligatoire. Ceux-ci doivent livrer la totalité de leur production agricole, excepté l'autoconsommation qui s'élève en moyenne à un cinquième de la production totale.

Les petits paysans privés peuvent eux, s'ils le veulent, adhérer à la CAPCS.

Pour ce qui est de la gestion politique de la CAPCS elle est structurée de la façon suivante :

L'Assemblée Générale, formée par tous les membres de la CAPCS, a pour rôle de déterminer et de fixer le plan d'activité, d'approuver le règlement intérieur, d'élire le Conseil de Gestion ainsi que de choisir, d'une liste dressée par le Ministère de l'Agriculture, le Commissaire aux comptes, qui a pour mission de vérifier la régularité des opérations financières.

Le Conseil de Gestion, formé de 6 à 12 membres élus par l'Assemblée Générale, établit le règlement intérieur, approuve tout marché et contrat, décide du niveau des prestations de service et des prix d'achat et de cession de tout produit.

Il élit, parmi ses membres, le Président de la CAPCS. Celui-ci représente la CAPCS en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Le Directeur enfin, nommé par le Ministère de l'Agriculture, assure la gestion courante de la CAPCS conformément aux décisions du Conseil de Gestion.

En ce qui concerne la gestion économique de la CAPCS, elle est divisée en six sections chargées de différentes tâches :

La CAPCS est pourtant, en premier lieu, un organe de commercialisation dont le but est de lutter contre toute spéculation et toute utilisation des prix illicites.

C'est la raison pour laquelle les CAPCS et les COPEL ont commencé à ouvrir des points de ventes et des supermarchés coopératifs, ceux-ci appliquent des prix fixes nettement inférieurs à ceux du marché privé.

En ce qui concerne la cession obligatoire de la production des coopé-

-ratives et des domaines autogérés, une marge de 30 % est ajouté au prix de production de façon à ce que la répartition soit la suivante:

- de la CAPCS à la COMEL: prix de production + une marge de 15 %,
- de la COMEL aux Détaillants: prix de production + une marge de 15 %,
- de la CAPCS aux Détaillants: prix de production + une marge de 30 %.

Nous allons examiner plus loin les problèmes du système de commercialisation ainsi que l'existence d' un marché noir.

Les investissements dans le secteur agricole

En envisageant les investissements dans le cadre du deuxième plan quadriennal on arrive à la conclusion que les investissements dans le secteur agricole sont nettement inférieurs à ceux du secteur industriel:

- Investissements dans l'agriculture: 12.005 millions de DA, soit 10,9 % des investissements globaux;
- Investissements dans l'industrie: 48.000 millions de DA, soit 43,6 % des investissements globaux.

(54)

Il est tout de même possible d'arriver à une autre conclusion en tenant compte des montants absolus destinés au secteur agricole.

Les données du budget d'équipement de l'année fiscale 1978 peuvent servir à l'appui à cette conclusion.

Les rubriques selon lesquelles se sont réparties les investissements concernant l'agriculture sont les suivantes:

- l'Agriculture, représentant 970 millions de DA sur une somme globale de 14.300 millions de DA, soit environ 6,8 %, autrement dit toujours une partie marginale;
- certaines parties des coûts de l'Hydraulique, représentant au total 980 millions de DA;
- certaines parties des coûts des Programmes Spéciaux, représentant au total 780 millions de DA;
- et une partie considérable des coûts de l'Habitat, au total 1.230 millions de DA, y compris la construction de cent nouvelles VANA (Village Agricole de la Révolution Agraire).

(55)

Le budget prévoit en outre la distribution de 4000 tracteurs et de

600 moissonneuses-batteuses.

Pendant le deuxième plan quadriennal, le gouvernement a distribué pour 1256 millions de DA de matériel agricole, ce qui donne à l'Algérie, selon le ministère d'agriculture, un taux de mécanisation agricole parmi les plus élevés du Tiers-Monde. (56)

Il est possible de dire que même si les investissements destinés à l'agriculture sont toujours inférieurs par rapport à ceux de l'industrie, ils représentent néanmoins une part importante de la somme absolue.

Il faut aussi envisager le caractère de ces investissements. En effet, une réforme agraire n'est pas aussi coûteuse qu'un programme d'industrialisation. En matière de réforme agraire il s'agit en premier lieu de mobiliser la paysannerie pauvre, et d'utiliser, d'une façon plus efficace, les moyens de production et la force de travail dans l'agriculture.

Les VARA

En vue d'améliorer la condition de vie des attributaires de la R.A. il était nécessaire de construire de nouvelles formes d'habitation dans le voisinage des coopératives implantées.

On a ainsi lancé en 1972 le programme de "mille villages socialistes" ou les VARA (Village Agricole de la Révolution Agraire).

L'objectif était de construire mille VARA en 15 ans, et puis mille autres VARA avant la fin du siècle.

Les VARA sont ouvertes tout d'abord aux attributaires de la R.A., mais parfois aussi aux travailleurs du secteur autogéré agricole. Une VARA regroupe normalement entre 100 et 300 logements ou maisons pour un nombre de familles équivalent. Elle contient plusieurs institutions sociales et économiques: un centre commercial, une mosquée, un dispensaire, des écoles, des locaux de réunion etc.

Les textes prévoient que les habitants doivent participer à la construction de la VARA dans la manière suivante:

"Dans chaque zone choisie et en liaison avec les Assemblées Populaires Communales Elargies, les populations concernées seront appelées à donner leur avis sur les hypothèses de localisation des villages et les types de logement. L'élabora-

tion des projets de réalisation tiendra compte de leurs suggestions." (57)

Des investissements et le taux de réalisation des VARA montrent l'évolution suivante:

	Premier Plan Quad- riennal (1970-73)	Deuxième Plan Quad- riennal (1974-77)
Investissements	444.000.000 DA	737.354.000 DA
Nombre de VARA	43	63
Logements	7.330	13.376

(58)

D'après des rapports récents il semble que ce taux de réalisation que stipulent les plans quadriennaux soit plus ou moins atteints, mais beaucoup de travail reste à faire avant que tout le programme de mille villages soit réalisé, ce qui signifie, quand il sera atteint, de nouveaux logements pour environ 150.000 - 200.000 familles, c'est-à-dire un nombre à peu près équivalent au nombre d'attributaires inscrits sur les listes de demandes d'attribution.

Conclusion

A juger des textes et des lois dans le cadre de la R.A. il paraît que la bourgeoisie agricole ayant un intérêt contraire à celui de la R.A. n'a pas eu une influence réelle sur la formation de la politique agricole au niveau national en Algérie.

Il semble que les textes et les lois des réformes dans le cadre de la R.A. soient formulés d'une manière favorable aux paysans pauvres. Autrement dit, les paysans pauvres algériens ont, pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie, le droit de leur côté. Il s'agit désormais pour eux de l'utiliser.

Constater que le contenu théorique de la R.A. est favorable aux paysans pauvres, ne sous-entend pas cependant qu'il soit entièrement parfait. Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, il y a bien entendu, dans certains domaines, des lacunes ou des points faibles qui sont la cause de graves problèmes pour l'implantation de la R.A. dans la campagne algérienne.

PROBLEMES APPARAISSANT DANS LE DEROULEMENT DE LA R.A.

Tout d'abord quelques remarques à propos de la documentation sur laquelle est basée ce chapitre.

La partie d'information la plus essentielle provient soit des rapports et des études de cas faites par des chercheurs algériens et des étudiants volontaires de la R.A., c'est-à-dire ceux qui passent leurs vacances à la campagne pour aider à accélérer l'implantation de la R.A. dans les communes, soit des procès-verbaux des réunions des APC (Assemblée Populaire de la Wilaya), soit enfin de journaux et revues algériens récemment parus.

Il importe également que nous apportions quelques éclaircissements quant à la place de ce chapitre dans un contexte plus grand.

Il semble que la R.A. signifie un grand pas en avant pour la paysannerie pauvre algérienne, au moins, elle a indiscutablement amélioré le niveau de vie d'une partie considérable de la population rurale.

Bien entendu, cette amélioration a été plus notable dans certaines régions du pays que dans d'autres, et il existe encore une grande population rurale non-affectée par les réformes dans le cadre de la R.A. en Algérie.

En ce qui concerne les paysans inscrits et retenus sur les listes de demande pour être attributaire de la R.A. uniquement la moitié sont satisfaits.

De plus, un grand nombre de paysans pauvres ne s'inscrivent pas sur ces listes d'attribution pour une raison ou une autre, et ne figurent donc pas dans les statistiques des demandes à satisfaire.

Nous avons voulu éclaircir, dans ce chapitre, certains problèmes existants qui freinent l'implantation de la R.A. au niveau communal, car c'est un fait connu qu'avant de chercher à résoudre un problème il est nécessaire de le discuter et de l'élucider.

Une distinction entre trois groupes de problèmes sera faite dans ce chapitre, en tenant compte pourtant du fait que les trois sont étroitement liés les uns aux autres:

I. Le premier groupe de problèmes provient des couches sociales au niveau communal ayant un intérêt contraire à celui de la R.A.;

II. Le deuxième groupe de problèmes provient des lacunes dans l'organisation ou la structure de la R.A.;

III. Le troisième groupe de problèmes provient des lacunes dans l'organisation interne des coopératives de la R.A..

Finalement nous discuterons quelques effets économiques et sociaux qui sont les résultats des problèmes précédemment discutés.

I. LES COUCHES SOCIALES AU NIVEAU COMMUNAL AYANT UN INTERET CONTRAIRE A CELUI DE LA R.A.

A. Les Grands Propriétaires Fonciers

La R.A. implique, comme nous l'avons vu dans un précédent chapitre, la nationalisation de terres supérieures à certaines limites établies dans les communes, se basant sur la qualité de la terre et le revenu possible par rapport à la productivité de la terre.

Il est évident qu'une grande partie des exploitations privées devrait être nationalisée si les lois foncières étaient strictement appliquées.

En dépit de ces lois de nationalisations, plusieurs grands propriétaires fonciers ont réussi à garder et à continuer d'exploiter leurs terres.

Comment expliquer ce phénomène?

Les exceptions de nationalisation

Il est inutile de répéter les exceptions possibles aux règles de nationalisations (voir page 28), mais on doit constater qu'elles sont assez nombreuses et qu'elles donnent aux organes d'application de la R.A. une tâche difficile pour effectuer les nationalisations.

Pour ce qui est des propriétaires limitables, où la nationalisation porte sur la terre et non sur les autres moyens de production, le règlement a donné lieu à des problèmes considérables pour les coopératives installées.

Un autre moyen d'échapper aux nationalisations est l'indivision, phénomène apparaissant partout où une réforme agraire est mise en place.

Il arrive souvent dans le cas d'indivision, où la nationalisation n'est appliquée que sur la quote-part de chaque indivisaire, qu'un propriétaire d'une terre limitable la déclare en indivision avec ses parents ne possédant aucun lien avec la terre. Ceci en sorte que chaque quote-part soit inférieur aux fourchettes de nationalisation, tandis que le propriétaire originel garde le contrôle réel sur la terre en question.

Celles-ci sont quelques des possibilités "légales" d'échapper aux

nationalisations dans le cadre de la R.A., mais il existe également un certain nombre de possibilités "illégalcs" pour atteindre le même but.

La "campagne" de dénigrement de la R.A.

Le lancement de la "campagne" de dénigrement commençait déjà avant le début de la R.A. au niveau communal.

Les arguments utilisés par les grands propriétaires fonciers et leurs alliés étaient entre autres que l'Etat allait confisquer toutes les terres et tous les troupeaux, même les plus restreints, de manière à ce que les petits paysans soient des salariés à 150 DA par mois.

On disait aussi que l'Etat agissait à l'encontre de la volonté divine puisque la terre appartient à Dieu qui la délègue aux hommes sur la terre, dans ce cas les grands propriétaires fonciers, pour la cultiver selon sa volonté.

Les étudiants volontaires de la R.A. résumaient la campagne anti-R.A. dans les mots suivants:

"En dénigrant la Révolution Agraire et plus particulièrement le système coopératif en se penchant sur les problèmes que rencontrent les CAPRA ou encore sur l'autoconsommation; en attirant les salariés agricoles ou encore les paysans déjà inscrits sur les listes d'attributaires en leur offrant des salaires journaliers supérieurs; en refusant de céder leurs terres avant que ne parvienne l'acte de nationalisation dans le but de bloquer et d'empêcher la constitution des coopératives."

(59)

Cette campagne anti-R.A. est soutenue par les couches sociales ayant un intérêt commun avec les grands propriétaires fonciers de voir la R.A. échouer, c'est-à-dire les intermédiaires dans le système de commercialisation agricole, les bureaucrates locaux et la petite-bourgeoisie urbaine.

Comme nous allons voir les grands propriétaires fonciers ne se bornaient pas à mener une campagne anti-R.A. exclusivement verbale, mais l'étendait aussi sur le plan pratique.

Faussees déclarations

Des fausses déclarations sont des informations en matière de superficie, qualité de la terre, cultures, matériels agricoles etc., données aux autorités par les grands propriétaires fonciers, qui ne correspondent pas à la réalité.

La plupart d'entre elles sont inférieures à l'état réel, pour que les grands propriétaires fonciers puissent garder leurs terres, mais parfois elles sont même supérieures, dans les cas où les nationalisations sont inévitables, en vue d'obtenir une indemnisation aussi grande que possible.

Le fait que les grands propriétaires fonciers puissent échapper aux nationalisations s'explique, d'une part, par le recensement agricole incomplet ainsi que la lenteur des opérations de délimitation de la terre, et d'autre part, par la complicité de certains bureaucrates au sein des organes politiques communaux.

Il est possible d'étudier ce phénomène par exemple au sein de l'APCE, où les dossiers de nationalisation de temps à autres sont traités trop vite, sans un examen sérieux, ce qui entraîne beaucoup "d'oublis" de nationalisations.

On remarque de même l'inscription des propriétaires sur des listes incorrectes, c'est-à-dire qu'ils sont inscrits sur la liste de non-touchés ou celle de limitables au lieu de l'être sur la liste d'absentéistes.

Les étudiants volontaires constatent entre autre que plusieurs APCE n'appliquent pas toujours les textes de nationalisation de la R.A., elles emploient par exemple parfois le critère qu'un propriétaire n'est pas à considérer comme un absentéiste, et n'est donc pas à nationaliser intégralement, s'il habite dans la commune en question, et ce même s'il ne travaille pas lui-même sa terre.

Exemples:

Comme le montrent les exemples des années 1976-1978 ci-dessous, il arrive parfois que les terres nationalisées ne soient pas distribuées aux attributaires de sorte qu'elles restent aux mains de grands propriétaires fonciers.

Dans la wilaya de Giarret 23.000 hectares de terres étaient encore aux mains des anciens propriétaires en dépit de la nationalisation.

(60)

D'après le journal El Moudjahid le même phénomène est à noter dans la wilaya de Blida:

"De centaines d'hectares de terres parfois irriguées, comme à Chréa, restent encore exploités, en dépit des textes, par les ex-propriétaires. Sur 1.200 ha nationalisés à Morsott, seuls 75 ha sont effectivement distribués...plus de 1.100 ha sont exploités par les anciens propriétaires. Deux commerçants qui, au regard des textes, sont nationalisables, ne le sont pas encore à ce jour. Un autre gros propriétaire (200 ha, cheptel ovin et bovin important) auteur d'une fausse déclaration n'a été que limité (82 ha nationalisés) au lieu d'être intégralement nationalisé."

(61)

Dans la commune d'Asfour, wilaya d'Annaba, les étudiants volontaires découvraient 919 hectares de terres exploités par leur propriétaires initialement nationalisés au titre d'absentéistes.

(62)

Dans la wilaya d'Ouargla 12.000 palmiers nationalisés n'avaient pas été versés au Fonds National de la Révolution Agraire, et sur 34 arrêtés de nationalisation, 17 uniquement avaient été délivrés et les palmiers intégrés dans les coopératives.

(63)

Dans la même wilaya les autorités notaient un autre problème, celui de l'eau d'irrigation:

"certains propriétaires...continuent de jouir des mêmes ressources en eau qu'avant l'intervention des mesures de nationalisation, disposant ainsi d'un excédent en eau par rapport aux besoins de leur exploitation, et privant par-là même, les terres attribuées d'une irrigation nécessaire."

(64)

Selon un procès-verbal de la wilaya d'El Asnam, les travaux effectués au niveau de la commune d'Ouled-Fares montrent qu'une superficie nationalisée de 789,73 hectares, dont 50,53 irrigués, n'a pas été attribuée. Il est à remarquer que parmi les propriétaires on retrouve 5 membres de l'APCE.

(65)

Dans la commune d'Ouled-Hellal, wilaya de Médéa, 140 hectares de terres nationalisés pendant la première phase de la R.A. restaient encore aux mains des anciens propriétaires. Le président de l'APCE

déclarait pour expliquer ce fait:

"Les terres du douar Glaba n'ont pas été encore attribuées à leurs bénéficiaires parce que les opérations de délimitation des exploitations n'ont pas été effectuées par les services du cadastre... Afin que les terres ne demeurent pas abandonnées nous avons autorisé certains de leurs anciens propriétaires de les labourer et de les cultiver en céréales." (66)

Evidemment, une telle attitude d'un responsable de l'APCE aide à maintenir le contrôle de grands propriétaires fonciers sur la campagne algérienne et empêche l'implantation de nouvelles structures dans le cadre de la R.A..

Les empiètements

Il faut mentionner une autre méthode qu'utilisent les grands propriétaires fonciers pour continuer l'exploitation de leurs domaines en dépit des nationalisations, c'est l'empiètement.

Lorsque les propriétaires nationalisés sont limitrophes des coopératives installées, en particulier celles qui ne sont pas très bien délimitées, ils s'accaparent des parties de la terre coopérative, ce qui entraîne que beaucoup de coopératives ne couvrent pas leurs superficies théoriques, ce qui cause, par conséquent, des problèmes graves.

Par exemple dans la wilaya de Saida, où 130 cas d'empiètements ont été enregistrés dans les deux communes examinées. (67)

De même dans la commune de Besbes, wilaya d'Annaba, 5 CAPRA ne couvraient que 312 hectares des 413 hectares initialement déclarés. (68)

La commission de recours

Même dans les cas où les terres ont été nationalisées et attribuées les propriétaires ont une possibilité de les reprendre.

Cela arrive quand les commissions de recours, installées une dans chaque wilaya, décident de restituer les terres nationalisées aux anciens propriétaires.

Les textes disent à cet égard entre autre que:

"Les personnes appelées à siéger dans les commissions de recours ne doivent détenir aucun intérêt foncier, ni directement et personnellement, ni par l'intermédiaire." (69)

La composition de la commission de recours de wilaya montre que les paysans pauvres n'ont pas une représentation tellement forte, ou au maximum 2 représentants sur 13:

- 2 magistrats de la cour,
- 2 représentants du ministère de l'agriculture,
- 2 représentants du ministère des finances,
- 2 représentants du Parti,
- 2 membres de l'assemblée populaire de wilaya,
- 2 représentants de l'UNPA,
- 1 représentant de l'assemblée nationale populaire. (70)

En somme, il semble que, à l'inverse des textes officiels, les grands propriétaires fonciers aient, dans certaines wilayas, une influence importante au sein des commissions de recours.

Exemples:

Dans la wilaya de Tiaret, 242 cas sont reconnus par arrêté dans la commission de recours et les terres restituées à leur propriétaires anciens, soit 2.750 hectares au total. (71)

Dans la wilaya de Biskra, les étudiants volontaires comptent 97 cas de restitutions pour six communes. Par exemple dans la commune de Tolga, 37 cas de restitutions sont enregistrés, ce qui a entraîné la dissolution de 3 CAPRA et une autre coopérative. (72)

On note également que la tactique adoptée par certaines APCN est d'abord de nationaliser, pour présenter un bilan favorable aux autorités supérieures, et ensuite, de dénationaliser par l'intermédiaire des commissions de recours.

Les résultats globaux au 31 décembre 1975 concernant la deuxième phase de la R.A. montrent que 10.162 recours sont dirigés contre des arrêtés de nationalisation, qui donnent lieu à 8.719 décisions. 2.850 décisions prononcent l'annulation totale ou partielle des nationalisations, c'est-à-dire 32,7 % du total. (73)

L'influence des grands propriétaires au sein de l'APCE

Comme nous l'avons déjà constaté c'est l'Assemblée Populaire Communale Elargie qui est à caractériser comme l'organe décisif en ce qui concerne le déroulement de la R.A. au niveau communal.

Il importe de savoir qu'une lutte se poursuit entre des intérêts opposés au sein des APCE. Il existe, bien entendu, des APCE qui jouent bien leur rôle d'animateurs en vue d'accélérer l'implantation des structures de la R.A. au niveau communal, mais il existe également celles qui ne remplissent pas leur rôle.

Les exemples ci-dessous concernent ces dernières. Ils ne sont donc pas entièrement représentatifs, puisque nous les avons plutôt choisis pour montrer une voie importante pour les grands propriétaires fonciers d'échapper aux nationalisations et de garder leur contrôle sur la campagne algérienne, et ceci, dans une situation où les paysans pauvres ne sont pas mobilisés et n'ont pas une conscience politique profonde.

Exemples:

El Moudjahid raconte ce cas remarquable dans la commune d'Ouled Djerrad, wilaya de Tiaret:

"Le coordinateur de la Kasma de FLN continue lui aussi à exploiter 140 hectares, comme plusieurs autres élus. Un membre d'une organisation nationale, connu pour ses alliances avec la grosse propriété, continue à siéger au sein de l'APCE, alors que son instance avait désigné un autre depuis longtemps pour le remplacer. Un coopérateur a soulevé son cas. Il a été exclu d'une CAPRA par l'APCE, il s'agit d'un attributaire qui avait dénoncé certains des gros propriétaires inscrits comme candidats aux dernières élections de l'APCE.....Une APCE dont la représentation est constituée en majorité d'éléments à la solde de la grosse propriété et de gros éleveurs.....Quant il s'agit de délibérer sur un cas illégal, les membres connus pour leur position contre les intérêts du peuple boycottent les séances purement et simplement."

(74)

Les étudiants volontaires remarquent aussi ce phénomène, en constatant qu'il arrivait fréquemment que le quorum de l'APCE, soit deux-tiers de ses membres, n'était pas atteint, ce qui empêche les efforts de l'APCE pour implanter la R.A. au niveau communal.

Une étude de cas par Elaidi sur la commune de Maghnia dans la wilaya de Tlemcen nous fournit des informations précises en matière de composition et de fonctionnement de l'APCE:

L'Assemblée Populaire Communale s'est élargie de 21 à 39 membres le 15 juin 1973. 26 membres possèdent une superficie déclarée en 1972 de 436 hectares, c'est-à-dire avant les nationalisations dans le cadre de la deuxième phase de la R.A..

En 1973 cependant, les mêmes propriétaires déclarent devant l'APCE que leurs terres ne couvrent au total que 268 hectares, soit une diminution de 39 % avant même que les nationalisations aient commencé.

Le président de l'APCE lui-même possède 25,70 hectares irrigués, et est touché par les mesures de nationalisation.

Après l'élargissement de l'APC, l'UNPA a au total 8 membres, soit seulement 20 %, dont 5 petits paysans non-touchés par la nationalisation, 2 attributaires de la R.A. et un seul paysan sans terre.

Rappelons que conformément aux textes deux-tiers des représentants de l'UNPA doivent être des paysans sans terre.

L'auteur constate en outre que, pendant la période de mars 1973 à août 1974, le taux d'absence aux réunions au sein de l'APCE s'élève à 30 % en moyenne.

De plus, l'auteur nous informe sur l'importance des liens familiaux au sein de l'APCE. Il est possible de distinguer une "tribu" possédant les plus grandes propriétés foncières, formant une couche sociale dans la commune:

"Les Bani-Ouassines forment une 'tribu' très nombreuse: 40-45 % de la population de la commune. Cependant, son poids dans les appareils politico-administratifs ne correspond nullement à son poids dans la population...en effet, au niveau de l'APCE 21 des 26 propriétaires et en total 26 des 39 membres sont originaires de cette 'tribu'."

(75)

Une autre étude de cas par Benmara sur la commune de Tenes dans la wilaya d'El Asnam donne des informations semblables:

L'APCE, élue en 1973, compte 38 membres. Parmi les 17 nouveaux membres uniquement 6 représentent l'UNPA, dont 3 possèdent moins de 5 hectares en sec, 2 sont salariés agricoles permanents, et un employé dans le secteur du commerce en même temps possédant une petite propriété agricole. Les travailleurs saisonniers agricoles ne sont pas

représentés au sein de l'APCE, bien qu'ils constituent 20,5 % de la population active de la commune.

L'auteur note que le revenu moyen annuel pour les membres de l'APCE s'élève à 12.971 DA, tandis qu'il est de 22.560 DA pour les 5 membres de l'exécutif de l'APCE, y compris le président. Rappelons que le revenu moyen annuel d'un attributaire de la R.A. en ce temps n'est qu'environ 2.100 DA.

L'auteur constate également que le taux d'absence dans les réunions de l'APCE varie entre 20 et 40 %, et ce sont les représentants des paysans qui s'absentent le plus souvent.

(76)

B. Les Intermédiaires dans la Commercialisation Agricole

Malgré les efforts pour établir un système de commercialisation agricole coopératif dans le cadre de la R.A., il existe une grande couche d'intermédiaires privés, qui s'accaparent de grands profits au détriment des producteurs agricoles.

Une étude par le CREA (Centre de Recherches en Economie Appliquée) cherche à déterminer les différents groupes intermédiaires dans la commercialisation agricole privée:

"L'acheteur sur pied: Contrat passé entre l'acheteur et le producteur avant la récolte à un prix forfaitaire au kilogramme ou à l'hectare.

Les négociants: Interviennent pour approvisionner les lieux de consommation éloignés de la production. Achètent directement aux producteurs ou aux acheteurs sur pied.

Le mandataire: Commissionnaire. Il vend la marchandise du producteur aux risques et périls de celui-ci moyennant une commission de 6 %. Il ne fait pas de transactions pour son propre compte.

Demi-grossistes: Achètent soit aux halles, soit dans les coopératives, soit directement aux producteurs.

Les détaillants: Ceux qui vendent sur les marchés municipaux de consommation; ceux qui ont une boutique; les ambulants."

(77)

Ces intermédiaires dans la commercialisation agricole opèrent surtout dans le secteur privé, mais ils commercialisent aussi, contrairement aux textes, une partie assez importante de la production du secteur agricole coopératif. Cela s'explique soit par les prix su-

périeurs payés aux producteurs, notamment pour les produits dont la demande est grande, et soit par la faible capacité des organes de commercialisation coopératifs.

L'existence d'un marché parallèle ou "noir" est la conséquence de ce phénomène.

Exemples:

Dans la wilaya de Tiaret on rapporte que la spéculation en orge, produit utilisée principalement comme aliment du bétail, est très répandue, de telle sorte que le prix d'un sac d'orge de 80 kilo varie entre 100 et 150 DA, c'est-à-dire entre le double et le triple du prix officiel.

(78)

Dans la wilaya d'Oum El Bouaghi l'orge est payée 180 DA le quintal sur le marché noir par rapport à 70 DA sur le marché coopératif.

(79)

De même, dans la wilaya de M'Sila le prix de l'orge s'élève à 200 DA le quintal au lieu de 40 DA en temps normal (c'était un manque d'orge à cause de la sécheresse durant la campagne agricole écoulée).

Un attributaire dit à ce propos:

"Seuls les gros éleveurs s'en sortent, car ils ont les moyens de s'approvisionner à n'importe quel prix et, parfois, ce sont eux-mêmes qui animent le marché noir."

(80)

Nous aurons l'occasion de revenir à ce sujet dans le chapitre suivant en discutant les problèmes de la commercialisation agricole coopérative.

II. PROBLEMES DANS L'ORGANISATION DE LA R.A.

A. Le Système de Commercialisation

Selon le ministre de l'agriculture les problèmes en matière de commercialisation agricole coopérative ont pour origine notamment:

- le manque de cadres compétents,
- le manque de possibilités matérielles et techniques,
- le manque de coordination entre les organes de commercialisation et l'environnement avec lequel ils sont appelés à traiter.

(81)

Il n'est pas difficile de trouver des exemples pour illustrer les problèmes qui découlent de ces inconvénients, voici l'exemple de la pomme de terre de Mascara.

Dans la wilaya de Mascara 600.000 quintaux de pommes de terre sont récoltés au cours de la campagne agricole 1976-1977 (une campagne agricole commence le premier octobre et termine le trente septembre), commercialisés en majeure partie par les CAPCS et par la COFEL. Ces dernières ont essayé de vendre les pommes de terre aux autres wilayas, comme le prévoient les textes, mais sans succès.

Au fur et à mesure que le temps passe les pommes de terre stockées à Mascara commencent à pourrir, et ce, pendant une période où la demande de ce produit est très grande et l'Algérie importe de l'étranger des pommes de terre.

En somme, ce processus bureaucratique entraîne la perte d'une grande partie des pommes de terre.

(82)

Il ne faut cependant pas toujours expliquer les problèmes de la commercialisation agricole par le phénomène de la bureaucratie dans les organisations coopératives. Il faut ajouter que les intermédiaires privés ont une influence parfois importante sur la commercialisation agricole coopérative.

Tout récemment on a décidé de former dans chaque commune des commissions composées de représentants du Parti, de l'UNPA et de l'APCE. Le but principal est de lutter contre la mauvaise coordination entre les différents organismes chargés de la commercialisation agricole.

(83)

La CAPCS

Voici deux textes officiels soulignant les problèmes ainsi que l'importance de la CAPCS (Coopérative Agricole Polyvalente Communale de Services). Le premier provient de l'instruction présidentielle no 51 de 1976, et le seconde du discours du président Boumediène devant les délégués du deuxième congrès de l'UNPA en avril 1978:

"J'insiste à nouveau sur la nécessité d'assurer et d'améliorer le fonctionnement démocratique des conseil de gestion des CAPCS et des COFEL. Ils ne constituent en aucune façon des 'conseils d'Administration': bien plus, leur rôle est avant tout d'assurer la maîtrise des producteurs agricoles sur ces organismes.....C'est pourquoi les conseils de gestion doivent participer à la lutte contre toute forme de bureaucratie, orienter et contrôler la gestion des Directeurs, et faire preuve d'esprit d'initiative, afin d'atteindre le plus rapidement possible un fonctionnement autonome, coordonné et efficace des CAPCS et des COFEL."

(84)

"Vous devez une fois pour toutes comprendre que ces coopératives polyvalentes sont les vôtres, que vous devez les contrôler et décider si les responsables placés à leur tête remplissent leur devoir ou non."

(85)

Ces textes sont promulgués en vue de mettre fin au mauvais fonctionnement de plusieurs CAPCS.

Ce mauvais fonctionnement attire également l'attention des étudiants volontaires pendant les campagnes 1974 et 1975, et sont de même relevés dans les rapports de la conférence nationale des CAPCS de 1978.

Voici quelques problèmes fréquemment rencontrés:

- Les conseils de gestion élus tiennent rarement des réunions, et quelquefois ils ne sont même pas constitués;
- Le directeur, nommé par le ministère de l'agriculture, prend souvent tout seul les décisions importantes, sans consulter le conseil de gestion;
- Rejets de chèques et lenteurs de paiements aux producteurs, ce qui s'explique souvent par le retard de paiement des organismes supérieurs de la CAPCS (par exemple COFEL et OFLA);
- L'existence de grands propriétaires fonciers privés au sein des organes de la CAPCS, occupant parfois même des postes importants;
- Les services de la CAPCS sont utilisés par des propriétaires absentéistes et limitables, bien que, d'après les textes, ex-

clusivement ceux qui ne sont pas touchés par les nationalisations dans le cadre de la R.A. ont le droit d'utiliser les services de la CAPCS.

A titre d'exemple, dans la wilaya d'El Goléa, la CAPCS ne peut écouler les produits agricoles sur le marché communal, car elle n'est pas, dit-on, en possession d'un registre de commerce. On interdit aux petits paysans d'écouler leur production par la CAPCS pour les obliger à vendre aux intermédiaires privés à des prix inférieurs. (86)

D'après El Moudjahid les CAPCS, qui doivent selon les textes, livrer à la COFEL 70 % du volume de chaque produit (fruits et légumes) reçu à leur niveau, ne livrent en moyenne que 30 à 40 % du volume total. (87)

Cela s'explique par le fait que la marge est de l'ordre de 30 % quand la CAPCS vend le produit aux détaillants privés, tandis qu'elle n'est que de 15 % quand le produit est livré à la COFEL.

Autrement dit, il est plus rémunérateur pour les CAPCS de livrer aux commerçants privés plutôt qu'à des organismes étatiques ou coopératifs, ce qui aggrave davantage l'inégalité du niveau de prix des produits agricoles.

B. Le Système de Prix

En ce qui concerne les céréales, les prix aux producteurs sont fixés par décrets officiels. Ces prix ont augmenté considérablement au cours des dernières années:

/ DA par qx /

Produits	C A M P A G N E S			Augmentation 1965-1978 (%)
	1965-1966	1976-1977	1977-1978	
Blé dur	50,00	86,00	120,00	120,0 %
Blé tendre	40,65	78,00	110,00	170,6 %
Orge	30,20	55,00	80,00	164,9 %
Avoine	30,20	39,00	40,00	32,5 %

(88)

Dans le budget de 1976 le montant destiné au soutien des prix pour les céréales et les produits céréaliers s'élevait à 2.188,5 millions de DA.

L'écart entre les prix payés aux producteurs et les prix payés par

les consommateurs était en 1976 pour quelques produits céréaliers importants:

Produits	Prix d'achat aux producteurs (DA/qx)	Prix de retrocession à la SN SEMPAC (DA/qx)	Déficit (DA/qx)
Blé dur	86,00	51,70	34,30
Blétendre	78,00	42,35	35,65
Orge	55,00	30,40	26,60

(89)

Il en est de même pour le matériel agricole, pour lequel les prix de vente sont bloqués pour une durée de cinq ans à partir de cette année (1978).

En somme, la politique de prix du gouvernement algérien pour les céréales et le matériel agricole a pour but d'empêcher la hausse illicite des prix et de lutter contre la spéculation commerciale. Cette constatation n'est cependant pas valable en matière de fruits et légumes, deux produits importants tant par rapport à la superficie que le poids qu'ils occupent dans les revenus des coopératives et des petits paysans.

Le processus de fixation des prix aux producteurs se déroule au niveau de wilaya, où la commission de prix se réunit tous les quinze jours pour fixer le prix de vente (la mercuriale) des fruits et des légumes.

La composition de cette commission de prix est la suivante:

- le directeur du commerce de la wilaya,
- le directeur de la COMMJ,
- le président de la COFEL,
- un représentant de chacun des organismes suivants; l'Union Nationale des Femmes Algériennes, l'Union Générale de Travailleurs Algériens, l'Assemblée Populaire de la Wilaya, la Direction de l'Agriculture de Wilaya, la CAPCS, l'OFLA, et les commerçants privés de la Wilaya.

(90)

On peut constater que les attributaires et les paysans pauvres ne sont pas représentés au sein de la commission de prix. Cet état de fait a été remarqué pendant le deuxième congrès de l'UNPA en avril 1978, où plusieurs délégués ont exigé la participation des attributaires et des petits fellahs dans le processus de fixation des prix

agricoles.

Exemples:

Durant la campagne agricole 1976-1977 dans la commune de Boufarik, wilaya de Blida, les CAPRA vendent des oranges à 0,50 DA le kilo et des mandarines à 0,70 DA, bien que les mêmes produits sont revendus chez les détaillants respectivement 1,20 DA et 1,50 DA le kilo.

Dans la CAPRA no 9, les raisins de deuxième et de troisième choix sont payés 1,60 DA le kilo, alors que la CAPCS les vend aux détaillants à 4,50 DA.

De plus, 5 kilos sont décomptés de chaque cageot pour frais "divers". Sur les 60 cageots livrés cela fait 180 kilo au total. Les attributaires de la CAPRA affirment que sur 20 quintaux livrés, la CAPCS n'en facture que 17.

Si mes calculs sont corrects, les attributaires de la CAPRA no 9 de Boufarik ont reçu seulement 2.432 DA sur une somme globale de 9.000 DA pour leurs raisins, soit environ 27 %!

De même pour les olives qui sont payées aux CAPRA 0,30 DA le kilo par l'ONAPO (l'Office National de Produits Oléicoles).

Après être transformées en huile elles sont vendues à 7 DA le litre. Lorsqu'on sait qu'un quintal d'olives correspond à 13 litres d'huile on peut établir le calcul suivant:

$100 \times 0,30 \text{ DA} = 30 \text{ DA}$ le quintal, payé par l'ONAPO aux CAPRA;

$13 \times 7 \text{ DA} = 91 \text{ DA}$ le quintal, payé à l'ONAPO par les détaillants.

Cela représente, sans compter les frais de fabrication, une augmentation du prix de production (ou une marge) de l'ordre de 300 %.

(91)

Dans la wilaya de Sétif, les CAPRA vendent, en 1977, des melons 0,75 DA le kilo à l'ONFA, qui les revend aux détaillants 2,50 DA. Ces derniers les vendent finalement aux consommateurs 3,50 à 4,50 DA le kilo, soit un écart entre le prix aux producteurs et le prix aux consommateurs de plus de 500 % !

(92)

El Moudjahid rapporte également un exemple illustrant le même phénomène dans la wilaya de Médéa:

"La différence est flagrante entre le prix réclamé par le détaillant et celui fixé par la mercuriale dressée par la wilaya.

Si le prix de la pomme de terre en période d'abondance est fixé par arrêté du wali de Médéa à 1,50 DA, elle est payée à 2,00 DA chez le marchand de légumes installé juste en face de la COFEL, la tomate à 2,50 au lieu de 2,20 DA, le piment à 22,00 au lieu de 11,20 DA, le poivron à 18,00 au lieu de 8,50 DA, les cerises à 14,00 et 12,00 au lieu de 8,60 DA, les pêches à 10,00 au lieu de 3,90 DA, les prunes à 5,00 au lieu de 2,80 DA.

Interrogés sur cette pratique illégale, le détaillant, lui, jette la balle aux CAPCS, COFEL, OFLA, qui, d'après lui, ne remplissent pas convenablement leur mission. Il nous laisse entendre de surcroît qu'il achète la marchandise en deuxième et en troisième main. Cette pratique semble être tolérée à Médéa considérant ainsi qu'il vaut mieux disposer des fruits et légumes du secteur 'parallèle' même à des prix exorbitants que de ne rien avoir.

Si une telle alternative satisfait les poches 'pleines', elle est catastrophique pour le citoyen à faible et moyen revenu."

(93)

Ce problème est encore plus grave quand on sait que plusieurs COFEL ont un chiffre d'affaires très positif.

Par exemple la COFEL de la wilaya de Mascara, qui a enregistré, durant la campagne agricole 1975-1976, un chiffre d'affaires de plus de 40 millions de DA et un profit d'environ 3,5 millions de DA.

(94)

Comme le montrent les exemples ci-dessus, l'écart entre le prix à la production et le prix à la consommation est nettement visible. Pour les attributaires dans les coopératives et pour les petits paysans cet écart explique en grande partie pourquoi ils sont déficitaires. On ne s'étonne pas qu'ils se demandent où va cette différence et qui l'empêche.

D'après les textes, les organismes de commercialisation étatiques ont le droit de prendre une marge de 30 % du prix à la production, mais celle-ci est loin d'expliquer l'écart réel.

Le reste va d'une part aux organismes de commercialisation, et d'autre part aux groupes socio-économiques se situant entre les producteurs et les consommateurs, c'est-à-dire les intermédiaires privés, comme nous l'avons vu plus haut.

On peut dire que ces groupes socio-économiques vivent sur les dos de la paysannerie pauvre algérienne, et empêchent l'implantation de la R.A. .

C. Le Système de Crédits

On peut dire, au bref, que ce sont les bureaux communaux de la BNA (Banque Nationale d'Algérie) qui s'occupent des crédits aux coopératives.

Ce processus minutieux commence par les demandes de crédit des coopératives. La BNA fait ensuite une étude concernant la situation financière des coopératives, les plans de cultures, le parc de matériel, ainsi que les crédits auparavant accordés.

Après une modification au niveau de wilaya, les demandes de crédit sont présentées au Comité National de Crédit, lequel en dernier ressort décide des montants à attribuer à chaque wilaya.

Le temps écoulé entre la demande et l'arrivée des crédits dépasse fréquemment un an, ce qui entraîne plusieurs problèmes financiers au sein des coopératives.

A titre d'exemple, voici la différence entre les crédits notifiés et les crédits consommés durant l'année 1976 dans la wilaya de Skikda:

Secteurs	Crédits Notifiés (DA)	Crédits Consommés (DA)	Taux de Consommation (%)
Autogéré	33.311.700	13.180.900	39,6 %
R.A.	12.444.800	3.437.900	27,6 %
Privé	1.998.600	1.699.000	85,0 %
Total	47.755.100	18.317.800	38,4 %

(95)

De même, dans la wilaya de Mostaganem, où sur une somme globale de crédits notifiés au secteur R.A. pour l'année 1975 de 10,2 millions de DA, seulement 2,8 millions ont été consommés au cours des dix premiers mois de cette année, soit un taux de consommation de l'ordre de 27,5 %.

(96)

Nous aurons l'occasion dans un chapitre ultérieur de revenir sur certains problèmes provenant du retard des crédits accordés aux coopératives.

III. PROBLEMES DANS L'ORGANISATION INTERNE DES COOPERATIVES

Les rubriques nous allons traiter dans le cadre de ce chapitre sont les suivantes:

- La composition sociale des coopératives;
- La gestion démocratique des coopératives;
- La mobilisation de la paysannerie pauvre.

Nous avons choisi de les discuter chacune séparément, même s'elles sont étroitement liées.

Il faut encore souligner que les exemples choisis ne prétendent, en aucune façon, d'être statistiquement représentatifs. Ils sont plutôt choisis en vue de montrer les anomalies qui peuvent se produire lorsque les attributaires manquent de conscience politique et idéologique profonde.

A. La Composition Sociale des Coopératives

Comme nous l'avons déjà constaté plus haut, les attributaires de la R.A. sont originaires de différents milieux socio-économiques et possèdent, par conséquent, différents niveaux en matière d'instruction, de qualification, de motivation etc.

Une étude faite par AARDES (Association Algérienne pour la Recherche Démographique, Economique et Sociale) montre la distribution des attributaires de la première phase de la R.A. par rapport à leur catégorie socio-professionnelle - voir tableau ci-contre.

On constate que les paysans sans terre ne constituent que le tiers des attributaires de la première phase de la R.A., ce qui est un peu étonnant si l'on se réfère aux objectifs généraux de la R.A..

Ce mélange d'attributaires d'origine différentes a donné lieu à plusieurs problèmes économiques et sociaux.

Claudine Chaulet résume ces problèmes dans les termes suivants:

"En ce qui concerne les terres publiques, les anciens locataires étaient prioritaires à l'attribution.
Nombre d'entre eux étaient des exploitants relativement aisés, habitués en tout cas à gérer une entreprise agricole individuelle.
Ils se retrouvent dans les mêmes CAPRA que l'anciens sous-

Répartition des attributaires de la première phase de la R.A. selon leur catégorie socio-professionnelle:

Catégorie	Nombre	%
Inoccupés	1.554	3,8
Salariés Agricoles:		
- saisonniers	5.867	14,3
- permanents	5.460	13,3
Khammès	429	1,0
Manoeuvres non-agricoles	7.015	17,0
Activités Indépendantes	2.469	6,0
Petits Fonctionnaires	719	1,7
Agriculteurs:		
- moins de 2,5 ha	3.730	9,1
- de 2,5 à 5 ha	3.571	8,7
- de 5 à 10 ha	4.638	11,3
- plus de 10 ha	5.166	12,6
Eleveurs de plus de 50 têtes	491	1,2
Total	41.109	100

(97)

prolétaires qui n'ont ni les mêmes expériences, ni les mêmes modes de vie, ni les mêmes compétences. Ils tendent à s'imposer au collectif, à être choisis pour les fonctions de responsabilité, souvent pour le plus grand bien de la production, et pour le plus grand mal de la solidarité du groupe... Ensuite, même parmi les anciens paysans pauvres et sans terre, des différences apparaissent entre ceux qui n'ont jamais eu d'autre ressources que la vente de leurs forces de travail, et ceux qui viennent de familles où subsiste une exploitation agricole même modeste. Les premiers sont engagés entièrement dans la coopérative dont ils attendent d'abord le pain quotidien, les seconds - ne versent pas, comme le prévoient les textes, leur part de terre privée au fonds de la coopérative - sont tentés de continuer à participer aux travaux familiaux, ou d'utiliser les ressources de la coopérative pour l'entretien du troupeau familial, et peuvent considérer leur travail sur la coopérative comme un complément à leur activité sur une exploitation familiale trop petite certes, mais assurant sécurité et statut social."

(98)

Les étudiants volontaires observent également ces problèmes, par exemple le phénomène que certains attributaires se consacrent aux activités personnelles d'élevage au détriment à la production de la

coopérative.

Ce fait est très explicite dans la wilaya de Sétif, où un troupeau s'élevant parfois à 200 animaux peut appartenir à un seul attributaire.

(99)

Ces problèmes ont deux effets principaux pour les coopératives: la production s'abaisse et les attributaires se désistent. Mais nous reviendrons dans un chapitre ultérieur à cela.

B. La Gestion Démocratique des Coopératives

Comme le montrent les exemples ci-dessous, la gestion démocratique des coopératives, prévue dans les textes, n'est pas toujours mise en place.

En particulier le rôle du président de la coopérative n'est pas très clair. Celui-ci, souvent l'ancien contremaître de l'exploitation agricole nationalisée, se comporte bien des fois comme un chef, commandant toutes les opérations de la coopérative sans consulter les autres membres.

Exemples:

Dans la commune de Tlelat, wilaya de Titteri, les étudiants volontaires notent à propos du président de la CAPRA no 1 que:

"l'élection ne s'est pas faite sur la base des qualités objectives requisés pour une telle responsabilité, vieux, inexpérimenté, a signé à tort et travers des factures sans consulter le conseil de gestion et l'assemblée générale de la CAPRA, ce qui a créé des frais artificiels à la coopérative." (100)

On constate également que les assemblées générales tiennent rarement des réunions, et que le quorum, c'est-à-dire la moitié des membres de la CAPRA, n'est pas toujours atteint.

Une étude faite sur 7 CAPRA dans la wilaya d'Alger, par Mondon, constate que deux présidents uniquement participent au travail manuel, travail d'ailleurs qualifié, comme par exemple la conduite de tracteurs.

(101)

Une autre étude de cas par Jazra, dans la wilaya de Bouira, examine

10 CAPRA comprenant 136 attributaires.

Dans 3 CAPRA les présidents ne participent à aucun travail manuel, tandis que les 7 autres participent "lorsqu'ils peuvent", mais se consacrent de préférence au travail "administratif".

Au moment de l'élection du président seulement la moitié des membres assistent à la réunion dans une CAPRA, et les deux-tiers dans une autre. De plus, les élections sont tenues oralement alors que les textes les prévoient secrètes.

Dans une CAPRA le président loue le matériel de la coopérative à un propriétaire privé de ses connaissances, sans consulter les autres membres de la coopérative.

Dans une autre CAPRA, le président a nommé un chef de chantier et s'absente sans raison légale.

Finalement, deux autres présidents sont remplacés après intervention des responsables au niveau supérieur.

L'un a tenu secret les comptes de la CAPRA, et a utilisé la terre de la coopérative pour son bétail. Il déclare devant l'APCE qu'il avait compris que son rôle consistait à "surveiller les coopérateurs".

(102)

De même, dans la commune d'Oued Zenati, wilaya de Guelma, on rapporte que le renouvellement des présidents et des conseils de gestion n'a pas eu lieu depuis l'installation des CAPRA, soit depuis six ans.

(103)

Il est évident que le comportement des présidents et des autres élus dans les coopératives dépend du niveau de conscience politique des attributaires. C'est la raison pour laquelle l'UNPA joue un rôle important en vue de mobiliser les paysans pauvres.

C. La Mobilisation de la Paysannerie Pauvre

Malheureusement nous n'avons pas beaucoup d'information sur ce qui s'est passé pendant les dernières années en ce qui concerne le fonctionnement de l'UNPA.

Les exemples ci-dessous sont tirés des rapports des étudiants volontaires au cours des années 1974-1975.

Ceux-ci montrent que l'UNPA n'occupe pas, à ce moment là, une place

importante dans l'organisation de la R.A., et qu'elle ne remplit pas son rôle d'animateur et de mobilisateur de la paysannerie pauvre algérienne.

Exemples:

Dans la wilaya des Oasis (ancien nom - avant les nouvelles limites administratives) on fait les constatations suivantes:

"Les Faoudjs n'ont pas été constitués sur les lieux de travail, et c'est ce qui a constitué un obstacle pour leur vie organique (pas de réunions, pas de contact permanent, pas de mobilisation autour des problèmes concrets). C'est ainsi qu'il nous est arrivé de voir des membres d'un même bureau de Faoudj ne se connaissent pas entre eux ou ne sachent pas qu'ils sont membres de bureau." (104)

Dans la wilaya de Grande-Kabylie (ancien nom) on constate également que les "membres" ne connaissent pas leurs "élus", et que les paysans ne comprennent pas les objectifs de l'UNPA. Ce qui est encore plus grave c'est que plusieurs membres de l'UPC n'occupent aucun poste dans l'agriculture, ce qui est totalement contraire aux statuts de l'UNPA. (105)

Dans la daïra de Souk-Ahras, wilaya de Guelma, on constate que seulement 8 des 50 membres de l'UNPA au niveau daïrate, sont attributaires de la R.A.. De plus, parmi les 10 coordinateurs de l'UPC aucun d'eux ne l'est. (106)

Dans la wilaya de Mostaganem finalement, un membre de l'UPC est propriétaire d'un café, un autre est à regarder comme grand propriétaire foncier et est touché par la nationalisation dans le cadre de la R.A. et, enfin, un troisième est propriétaire d'un moulin. Tous sont ainsi des responsables élus au niveau communal. (107)

Il est évident qu'une organisation, comme l'est l'UNPA avant la réorganisation et les réélections de 1974, n'est pas adaptée à mobiliser la paysannerie pauvre algérienne, condition primordiale pour que la R.A. réussisse.

Il semble cependant qu'il y ait un certain développement en ce qui concerne le degré d'organisation de l'UNPA ainsi que la conscience

politique des paysans membres. Au moins à juger des discussions et des propositions pendant le deuxième congrès de l'UNPA, tenu en avril 1978.

Ce même congrès montre également qu'il existe maints problèmes à résoudre dans le cadre de la R.A. , mais le fait que les délégués du congrès les aient discuté, montre que le mouvement de mobilisation des paysans se développe.

Voici quelques problèmes importants évoqués par les délégués au cours des débats du deuxième congrès:

- Manque de logements pour les fellahs;
- Difficultés de scolariser les enfants du fait de l'éloignement des centres d'enseignement;
- Certains propriétaires nationalisés seulement sur le papier;
- Des décisions en faveur des grands propriétaires privés par les commissions de recours;
- Des marges bénéficiaires trop élevées des organismes de commercialisation;
- La gestion bureaucratique des organismes de commercialisation;
- Retards constatés dans l'acheminement des semences, pièces détachées et emballages.

Les résolutions du deuxième congrès de l'UNPA indiquent la future mission de cette organisation:

"Exige...l'assainissement et la dynamisation des circuits d'approvisionnements de distribution et de la commercialisation à la fois par la démocratisation effective de la gestion et la sanction de tous les phénomènes de blocage, de déviation et de toutes formes d'atteinte au patrimoine national et aux acquis de la Révolution socialiste."

"Appelle à l'approfondissement de la démocratie au sein de l'ensemble des organes de la Révolution agraire et de l'autogestion."

"Soulignant la nécessité de mener une lutte sans merci contre tous les phénomènes de blocage du rythme de développement tels que le gaspillage, le laisser-aller, l'absentéisme, la malversation, le non-respect des normes de production, la résolution engage la paysannerie et l'ensemble des forces sociales de la Révolution à combattre la bureaucratie, alliée objective de la réaction en sa qualité de phénomène contre-révolutionnaire qui utilise toutes formes de subversion et de manœuvres pour saboter la Révolution socialiste."

DEUX INDICES SUR LE NIVEAU DE DEVELOPPEMENT DE LA R.A.

C'est possible de mesurer l'état d'implantation de la R.A. dans les communes grâce à deux indices importants: tout d'abord le taux de désistements dans les coopératives, et ensuite, le niveau de production agricole dans le secteur R.A. par rapport au secteur autogéré et au secteur privé.

A. Les Désistements

On parle de désistements quand les attributaires abandonnent leur coopérative dans le but de se rendre dans les secteurs où le travail est mieux payé.

Ce phénomène existe toujours, même s'il est moins répandu que pendant les premières années de la R.A..

Les statistiques officielles sur le désistement, jusqu'au 30 septembre 1976, montrent que sur un total de 97.897 attributaires de la R.A., les désistements s'élèvent à 3.041, soit environ 3,2 %. (109)

A en juger par les rapports de différentes régions du pays, les statistiques officielles sous-estiment probablement l'étendue réelle des désistements.

En tout état de cause, il est facile de trouver des exemples indiquant un taux de désistement nettement supérieur que 3,2 %.

Exemples:

Dans la wilaya de Tizi-Ouzou les étudiants volontaires rapportent un taux de désistement de plus de 50 % dans les CAPRA visitées. De même, dans la wilaya d'Annaba seulement 91 attributaires sur les 165 initialement installés dans 15 CAPRA restent, soit un taux de désistement d'environ 45 %. (110)

El moudjahid rapporte un nombre de désistement s'élevant à 1.224 attributaires sur un total de 8.866 dans la wilaya de Sidi Bel Abbès, c'est-à-dire environ 14 %. (111)

Dans la wilaya de Mascara on constate un nombre d'attributaires désistants de 560 sur 3.778, soit 14,8 %. (112)

Enfin, dans les régions de grands centres industriels, les CAPRA voisins ne disposent que d'un petit nombre de leurs attributaires initiaux.

Par exemple, dans la wilaya d'Alger, sur 646 attributaires initialement installés 547 se désistaient pendant les trois premières années de la R.A., soit environ 85 %. (113)

Une étude de cas dans la commune de Thénia, wilaya d'Alger, par Diabi, essaie de répondre à la question suivante: où vont les attributaires désistants?

On examine le sort de 26 attributaires désistés dans deux CAPRA:

- 12 ont quitté le secteur agricole, dont 7 pour le secteur industriel, 8 pour le secteur tertiaire, 2 sont chômeurs et un a émigré;
- 8 sont restés dans le secteur agricole, dont 4 dans des domaines autogérés, 2 chez des propriétaires privés, un dans une autre CAPRA et un dans l'élevage. (114)

Pour ce qui est de la répartition d'âge des attributaires désistants, nous n'avons pas beaucoup de statistique significative; voici des données concernant la commune de Morsott, wilaya de Tebessa:

Age	Effectifs d'attributaires		Désistants	
	Nombre	%	Nombre	%
-20	0	0	0	0
20-30	69	19,1	14	20,0
30-40	101	28,0	24	34,3
40-50	111	30,7	18	25,7
+50	80	22,2	14	20,0
Total	361	100	70	100

(115)

On constate une petite différence d'âge entre les désistants et les autres: 54,3 % des désistants avaient moins de 40 ans, tandis que 47,1 % l'avaient parmi les attributaires non-désistés.

C'est un phénomène assez connu que la force de travail des coopéra-

tives et des domaines autogérés est plus âgée que celle des autres secteurs de l'économie et par conséquent moins productive.

Pourquoi les attributaires se désistent-ils si souvent?

Une réponse exhaustive à cette question dépasse largement le cadre de cet exposé.

C'est la raison pour laquelle nous nous bornerons à donner quelques points de repère. De plus, nous avons déjà traité une partie de la réponse plus haut, c'est-à-dire l'influence des grands propriétaires fonciers et des intermédiaires du commerce au sein des coopératives et des organismes de la R.A..

1. L'attrait des secteurs de travail plus rémunérateurs

Le salaire minimum garanti dans l'industrie est en 1977 de l'ordre de 600 DA par mois, tandis que celui de l'agriculture, pour les attributaires, n'est que 250 DA par mois.

A cela s'ajoute cependant l'autoconsommation dans les coopératives, estimée à, tout au plus, 20 % de la production agricole.

L'évolution des revenus moyens des attributaires de la R.A. pendant les trois premières campagnes agricoles se présente comme suit:

1972-1973:	140,13 DA par mois	
1973-1974:	146,92 DA par mois	
1974-1975:	171,13 DA par mois	(116)

D'après El Moudjahid le salaire minimum agricole est augmenté le premier mai 1978 jusqu'à 24 DA par jour, et va augmenter encore jusqu'à 28 DA le premier novembre. Cela signifie que le salaire minimum agricole augmentera de 83 % en l'espace d'un an.

(117)

Malgré les efforts pour augmenter les revenus des attributaires, ceux-ci sont nettement inférieurs par rapport à ceux des travailleurs industriels, ce qui mène au désistement.

A titre d'exemple, prenons le cas où la CAPRA éduque un conducteur de tracteur, lequel ensuite se désiste en faveur d'une société du transport au titre de chauffeur, ce qui crée des frais supplémentaires pour la coopérative qui est alors obligée d'éduquer un autre conducteur.

2. L'éloignement du lieu de travail par rapport au lieu d'habitat

Il arrive souvent que les attributaires doivent parcourir à pied plus de 5 kilomètres pour se rendre à leur lieu de travail. De ce fait, surtout dans les CAPRA où n'ont pas un règlement intérieur bien défini, les attributaires restent parfois chez eux, et les autres coopérateurs arrêtent leur travail sous prétexte qu'ils ne veulent pas travailler pour les absents.

Une étude par AARDES sur 2.370 attributaires de la première phase de la R.A. dans 140 communes, montre la répartition du pourcentage des attributaires selon la distance au lieu de travail:

	Distance au lieu de travail			Non réponse	Total
	- 3 km	3-5 km	+ 5 km		
%	61,0	11,7	25,5	1,8	100

(113)

On constate que plus d'un quart des attributaires de la première phase de la R.A. doivent se rendre plus de 5 kilomètres pour aller à leur lieu de travail, et il s'agit pour la plupart des terrains difficiles.

3. Les obstacles matériels

Il s'agit d'obstacles dûs à l'environnement matériel, comme par exemple la qualité de la terre, l'insuffisance de l'eau à irrigation, le manque des moyens de production.

Les coopératives de la première phase de la R.A. ont notamment connu de graves problèmes à cause de la mauvaise qualité de la terre.

Par exemple, dans la wilaya de Mascara, 5 CAPRA sur une superficie totale de 64 hectares ont été dissoutes faute d'attributaires. Tous s'étaient désistés.

Un responsable de l'APCE constatait que les CAPRA ont été implantées dans des régions où la remontée du sel rend le sol improductif.

(119)

B. La Production

En ce qui concerne les céréales, cultures très importantes quant à

la superficie, la production varie considérablement d'une année à l'autre selon la quantité et la répartition des précipitations.

Les campagnes agricoles de 1974-1975 et 1975-1976 notamment ont enregistré des très grandes récoltes, alors que celle de 1976-1977 a été catastrophique.

En effet, seulement 12 millions de quintaux de céréales ont été produits au cours de la campagne 1976-1977, ce qui est moins de la moitié de ce qui était prévu. (120)

Pour ce qui est de l'importation des céréales, la somme globale est passée de 151 millions de DA pour les 9 premiers mois de 1975 à 706 millions de DA pour la même période de 1977. (121)

L'importation de produits alimentaires s'élève à plus de 5.000 millions de DA pour l'année 1977, soit plus du sixième du montant total des importations de l'Algérie. (122)

La comparaison entre la production du secteur R.A. et celle d'autres secteurs offre cependant plus d'intérêt que les chiffres globaux.

Pendant la campagne agricole 1975-1976 dans la wilaya de Sidi Bel Abbès, les rendements céréaliers sont les suivants:

Secteur Autogéré:	11 qx à l'hectare en moyenne
Secteur R.A.:	4-5 qx à l'hectare en moyenne
Secteur Privé:	3 qx à l'hectare en moyenne (123)

Les statistiques officielles de la campagne 1975-1976 montrent la répartition des rendements nationaux de quelques produits importants:

Secteur	Céréales	Légumes Secs	C.Maraichères	(qx/ha)
Autogéré	10,2	7,5	63,0	
R.A.	6,7	6,3	59,9	
Privé	5,6	8,8	61,4	
Total	6,9	7,7	61,8	(124)

A part des variations entre différents produits à l'intérieur des deux derniers groupes, on constate que le secteur privé a une position forte, et dépasse même le secteur R.A..

Sous avons également les chiffres concernant l'évolution de la superficie et de la production céréalière pour le secteur R.A.:

Campagnes:	1973-1974	1974-1975	1975-1976
A. Superficie R.A. % du total	10,7	14,3	14,4
B. Production R.A. % du total	8,0	12,5	11,2
B./A. %	74,8	87,4	77,8

(125)

On constate que la productivité céréalière du secteur R.A. est nettement inférieure à celle du pays total, c'est-à-dire par rapport aux autres secteurs agricoles.

Il faut cependant prendre en considération le fait que plusieurs nouvelles plantations et terres défrichées ont été mises en cultures pendant les premières années de la R.A., celles-ci seront rentables plus tard.

Il est tout de même évident qu'une augmentation de la production agricole et notamment de celle de céréales est indispensable pour le développement économique et social de l'Algérie.

A titre d'exemple, la superficie consacrée aux céréales en Algérie s'élève à environ 3 millions d'hectares, et la production globale atteint en moyenne 20 millions de quintaux, soit un rendement d'environ 7 quintaux à l'hectare.

Si on compare ces chiffres avec ceux de la Suède en 1976:

Superficie cultivée en céréales:	1.668.000 hectares
Production totale de céréales:	54.310.000 quintaux
Rendement moyen:	32,6 quintaux à l'hectare

(126)

Autrement dit, la Suède a un rendement de 4,7 fois supérieur à celui de l'Algérie, compte tenu du fait que les conditions de production théoriques ne soient pas si différentes entre les deux pays.

A supposer que l'Algérie puisse maîtriser ses ressources potentielles en eau pour l'irrigation, elle pourrait même dépasser la production céréalière suédoise.

CONCLUSION

En dépit des problèmes décrits au cours des derniers chapitres, il est possible de découvrir des traits positifs dans le développement récent de la R.A..

Les désistements, très élevés au début de la R.A., ainsi que l'exode rural vers les grandes villes, ont diminué, même s'ils existent toujours.

Pendant la campagne agricole 1975-1976, en particulier, les attributaires de la R.A. ont pu recevoir des salaires plus élevés qu'auparavant.

Le taux de CAPRA bénéficiaires était pour quelques wilayas:

Blida:	90 %	Guelma:	60 %	
Annaba:	85 %	Oum El Bouaghi:	50 %	
Tlemcen:	80 %	Sidi Bel Abbès:	47 %	(127)

Le programme de la construction des "mille villages socialistes" ou les VARA, progresse de sorte qu'il couvre environ un cinquième des attributaires de la R.A..

En ce qui concerne la commercialisation agricole nous avons déjà indiqué les mesures prises pour lutter contre la spéculation des prix, c'est-à-dire l'ouverture des pointes de ventes coopératives.

Il en est de même pour la distribution des matériaux agricoles, où les prix ont été bloqués pour une durée de cinq ans. De même, quant à la distribution des matériaux agricoles au secteur privé, on a commencé à adopter une technique de sélection des bénéficiaires, de manière que la priorité soit donnée aux petits fellahs privés qui se sont constitués en coopératives. (128)

Un autre indice du progrès de la R.A. au niveau communal réside dans le fait que plusieurs réouvertures d'examen des dossiers de nationalisation ont eu lieu au cours des dernières années, ce qui a été possible grâce à des efforts des étudiants volontaires et des membres conscients de l'UNPA.

Le gouvernement a agi en faveur de ce phénomène en promulguant le décret suivant:

"Les opérations permanentes prévues par l'ordonnance du 8 novem-

tre 1971 et qui doivent se traduire par la révision annuelle des listes des propriétaires susceptibles d'être nationalisés, soient engagées à partir du début de l'année 1976." (129)

Le journal La République rapporte le cas dans la commune de Frenda, wilaya de Tiaret, où un ancien membre de l'APC avait déclaré posséder 1.185 hectares de terres agricoles pour lesquels il a joué sur l'in-division fictive.

Après une enquête menée par les responsables communaux, 975 hectares ont été récupérés, qui ont permis l'installation de 4 coopératives agricoles. (130)

Dans la wilaya d'El Asnam, une vaste opération de délimitation des coopératives est lancée en vue de mettre fin aux empiétements des grands propriétaires fonciers. (131)

De même, dans plusieurs wilayas, des domaines autogérés, en particulier les CAM (Coopérative d'Anciens Moudjahidine), ont été reconvertis en CAPRA, ce qui a permis d'intégrer de nouveaux attributaires. Il s'agit en premier lieu de domaines qui ne fonctionnent pas très bien et qui ont un grand nombre de désistants ou de résidents n'occupant aucune position dans l'agriculture.

Par exemple, dans la wilaya de Sétif, 400 nouveaux attributaires ont récemment été satisfaits à la suite de la reconversion des CAM aux CAPRA. (132)

Un autre indice du développement de la R.A. est que, dans certaines wilayas, les petits paysans commencent par eux-mêmes à former des coopératives.

Par exemple dans 5 communes dans la wilaya de Quelma, 632 petits fellahs ont décidé de se constituer en 102 CAEC (Coopérative Agricole d'Exploitation en Commun), sur un total de 9.000 hectares.

Cette tendance de regroupement des fellahs s'est déjà fait sentir dans deux autres dairas de cette même wilaya, où respectivement 57 et 124 CAEC ont été formées. (133)

Ce phénomène est d'une très grande importance quand on sait que même si toute la grande propriété privée était nationalisée et redistribuée, la R.A. ne s'étendrait qu'à une minorité des terres agricoles et des paysans algériens. Toute achevée la R.A. pourra s'étendre sur

tout au plus 2,5 millions d'hectares de terres agricoles pour un nombre d'attributaires d'environ 250.000.

Cela signifie que le secteur coopératif et le secteur autogéré ensemble constitueront à peu près deux tiers de la terre agricole, mais seulement un tiers de la population agricole algérienne.

Il sera donc nécessaire que les petits fellahs se constituent en coopératives et participent à la R.A. et à la construction de la nouvelle société.

De plus, il sera nécessaire de mettre en culture de nouvelles terres agricoles et d'étendre le système d'irrigation. Même une industrialisation au niveau local sera indispensable pour qu'un développement de la condition de vie des paysans algériens soit possible.

Pour ce qui est de la R.A. enfin, il reste maints problèmes à résoudre avant qu'elle puisse être considérée comme un succès définitif, et cela dépendra en premier lieu du degré de mobilisation de la paysannerie pauvre algérienne.

Car il s'agit d'une lutte incessante entre la paysannerie pauvre et les couches sociales ayant intérêt à voir la R.A. échouer. Deux intérêts contradictoires qui se confrontent dont seulement l'un sera victorieux.

SUMMARY

The Algerian agricultural reform (la révolution agraire) has been in progress for more than seven years. It includes a large number of reforms in various sectors which together aim at a comprehensive structural reconstruction of the Algerian rural sector.

Today it is clear however, that many difficult problems and restraining factors have occurred which have delayed the introduction of the reforms in some regions.

There are many causes behind this phenomenon, most of which originate in the low political awareness of the peasants. This has enabled opponents of the reforms to retaliate and to distort their implication.

These opponent groups - large landowners, businessmen, local bureaucrats, - have been active partly on the verbal level, via a slander campaign that did not hesitate to use religion as a weapon, and partly on the practical level where a large number of methods have been employed to avoid nationalisations and to sabotage the reforms.

In addition to those 'external' attacks there is also the fact that problems have occurred in the organisational structure of the rural reform program, examples being the cooperative pattern and the commercialisation system.

As a result the production figures remain on a relatively low level and many peasant members leave their cooperative to seek better paid work in the towns.

However, in some regions the reforms have been successful and a large number of poor peasants have managed to improve their standard of living considerably.

Laws and decrees have been passed in favour of the poor peasants. As regards the future, it is important that they fully utilise their rights and ensure that their formal rights also become effective in reality.

NOTES

1. A.Benachenhou: Régime des Terres et Structures Agraires au Maghreb, Ed.Pop.de l'Armée, Alger 1970, p. 8.
2. El Moudjahid, Alger le 21 mars 1978. Chiffres concernant la situation le premier janvier 1978.
3. Tableaux de l'Economie Algérienne 1971, Secrétariat d'Etat au Plan, Alger 1972, p. 37.
4. Annuaire Statistique de l'Algérie 1975, Secrétariat d'Etat au Plan, Alger 1976, p. 37-39.
5. C-R.Ageron: Les Algériens Musulmans et la France (1871-1919), Presses Universitaires de France, Paris 1968, p. 725-726.
6. Calcul basé sur les chiffres fournis par: P.Fahmé: Mécanismes et Portée des Prix dans l'Agriculture Algérienne, Mémoire DES Université d'Alger 1976, annexe I.
7. Annuaire Statistique de l'Algérie 1963-64, Secrétariat d'Etat au Plan, Alger 1965, p. 96.
8. Calcul basé sur les chiffres fournis par: Ageron, op.cit., p. 379, 562,801 ; et par: Tableaux de l'Economie Algérienne 1960, Service de Statistique Générale, Alger 1961, p. 137.
9. Ageron, op.cit., p. 563, 807.
10. A.Benachenhou: Formation du Sous-Développement en Algérie, Office des Publications Universitaires, Alger 1976, p. 60.
11. Ibid. p. 61, 209.
12. Ibid. p. 337.
13. M.Launay: Paysans Algériens, Editions du Seuil, Paris 1963, p. 265.
14. Benachenhou: Formation...op.cit., p. 443.
15. M.Boukella: Le Thème du Dualisme dans la Politique Agricole en Algérie, Mémoire DES Université d'Alger 1976, p. 28.
16. Benachenhou: Formation...op.cit., p. 444.
17. Ageron, op.cit., p. 799, et Annuaire...1963-64, op.cit., p. 97-99.
18. Benachenhou: Formation...op.cit., p. 289, 437, et Tableaux...1960, op.cit., p. 26.
19. Ageron, op.cit., p. 837.
20. T.Tidafi: L'Agriculture Algérienne et ses Perspectives de Développement, François Maspero, Paris 1969, p. 141.
21. African Statistical Yearbook 1975, Part 1 North Africa, U.N., Addis Abeba 1976, p. 1-5.

22. F.Rivier: L'Objectif de l'Intensification de l'Agriculture Algérienne, Thèse de Doctorat de 3^e cycle, E.M.S.R.S., Grenoble 1976, annexe p. 26.
23. African Statistical Yearbook 1975, op.cit., p. 1-13.
24. Après les chiffres fournis par: J.Le Coz: Agriculture, Développement et Organisations Spatiales; le Moukble Algérien, Bulletin de la Société Nargeudocienne de Géographie, Montpellier, no 1 janv.-mars 1976, p. 9, et par: IIe Plan Quadriennal 1974-1977, Secrétariat d'Etat au Plan, Alger 1974, p. 135.
25. El Moudjahid le 10-11 mars 1978.
26. Annuaire Statistique de l'Algérie 1974, Secrétariat d'Etat au Plan, Alger 1975, p. 89.
27. Calcul basé sur les chiffres fournis par: Recensement Générale de l'Agriculture, MARA, Alger 1973.
28. Révolution Africaine, no 612, Alger 1975, p. 15.
29. Charte de la Révolution Agraire, MARA, Alger 1975, p. 15.
30. Ibid. p. 34
31. Ibid. p. 14.
32. Charte Nationale du Peuple Algérien, dans: Algérie, Naissance d'une Société Nouvelle, Editions Sociales, Paris 1976, p. 167.
33. N.Abdi: La Réforme Agraire en Algérie, Kaghreb Machrek no 69, Paris 1975, p. 39.
34. Terre et Progrès, no 5, Alger 1974, p. 32.
35. El Moudjahid le 13 juillet 1977.
36. Recueil des Textes Relatifs à la Révolution Agraire, MARA, Alger 1975, p. 240.
37. Ibid. p. 258.
38. Ibid. p. 58.
39. Ibid. p. 64.
40. Ibid. p. 67.
41. Ibid. p. 69.
42. El Moudjahid le 4 avril 1977.
43. Recueil des Textes Relatifs à la Coopération Agricole, MARA, Alger 1977, p. 151.
44. El Moudjahid le 18 avril 1977.
45. Recueil des Textes Relatifs à la Coopération Agricole, op.cit., p.153.

46. Recueil des Textes Relatifs à la Révolution Agraire, op.cit., p. 256.
47. Ibid. p. 83.
48. Ibid. p. 83-84.
49. Ibid. p. 170.
50. Ibid. p. 211-212.
51. Ibid. p. 213.
52. Statuts de l'UNPA, Front de Libération Nationale, Alger 1975, p. 6.
53. Recueil des Textes Relatifs à la Coopération Agricole, op.cit., p. 186.
54. Ile Plan Quadriennal, op.cit., p. 89.
55. El Moudjahid le 17 janvier 1978.
56. El Moudjahid le 28 juin 1978.
57. Recueil des Textes Relatifs à la Révolution Agraire, op.cit., p. 179.
58. El Moudjahid le 1-2 février 1976.
59. Volontariat Etudiant de la Révolution Agraire, Ministère de l'Enseignement Supérieur, Alger, Campagne été 1974, Daira d'Annaba, p. 13.
60. El Moudjahid le 13 juin 1977.
61. El Moudjahid le 9 août 1977.
62. El Moudjahid le 12 février 1978.
63. El Moudjahid le 10 septembre 1977.
64. Recueil des Textes Relatifs à la Révolution Agraire, op.cit., p. 293.
65. Procès-Verbal, wilaya d'El Asnam, Session Ordinaire le 20 mai 1976, p. 20-21.
66. El Moudjahid le 15 mai 1977.
67. El Moudjahid le 5 avril 1977.
68. Volontariat Etudiant...op.cit., Daira d'Annaba 1974, p. 10.
69. Recueil des Textes Relatifs à la Révolution Agraire, op.cit., p. 94.
70. Ibid. p. 95.
71. El Moudjahid le 14 juin 1977.

72. Volontariat Etudiant... op.cit., Rapport de Synthèse, Campagne été 1975, p. 50.
73. El Moudjahid le 7 mai 1976.
74. El Moudjahid le 13 avril 1976.
75. A.Elaidi: Un Organe de l'Application de la Révolution Agraire - l'APCE, Mémoire DEA, Université d'Oran 1975, p. 50.
76. M.Benmara: L'Elargissement de l'APC dans le Processus de la Révolution Agraire dans la Commune de Tenes, Mémoire DEA, Université d'Alger 1977.
77. CREA: Productivité du Travail dans l'Agriculture Algérienne et Problèmes de la Commercialisation des Produits Agricoles, Alger 1976, p.11.
78. El Moudjahid le 12 février 1978.
79. El Moudjahid le 11 juillet 1978.
80. El Moudjahid le 4 janvier 1978.
81. El Moudjahid le 14 juin 1978.
82. Algérie Actualité no 632, Alger 1977, p. 4.
83. El Moudjahid le 29 mai 1978.
84. Instruction Présidentielle no 51, MARA, Alger 1977, p. 9.
85. El Moudjahid le 26 avril 1978.
86. El Moudjahid le 17-18 février 1978.
87. El Moudjahid le 12-13 mai 1978.
88. Calcul basé sur les chiffres fournis par: El Moudjahid le 11 juillet 1978, et par S.M.Arab: Analyse des Relations OAIC- SN SEMPAC, Mémoire DES, Université d'Alger 1977, p. 62.
89. S.M.Arab, op.cit., p. 68.
90. A.Khenous: La Formation du Revenu dans les Coopératives de la Daira de Tizi-Ouzou, Thèse Ingénieur Agronome, INA El Harrach 1977, p. 137.
91. El Moudjahid le 28 février 1977.
92. El Moudjahid le 14 octobre 1977
93. El Moudjahid le 4 juillet 1978.
94. Procès-Verbal, wilaya de Mascara, Session Ordinaire 30 et 31 mai 1977, annexe IV.
95. Procès-Verbal, wilaya de Skikda, Réunion no 30 le 6 avril 1977, p. 22, 25.

96. Procès-Verbal, wilaya de Mostaganem, le 29 décembre 1975.
97. AARDES: Les Attributaires de la Révolution Agraire, Alger 1977, p. 9.
98. C.Chaulet: Paysans et Collectifs de Producteurs dans la "Révolution Agraire" Algérienne, ronéotype, Tourun 1976, p. 10.
99. Volontariat Etudiant...op.cit., wilaya de Sétif, 1974, p. 2.
100. Volontariat Etudiant...op.cit., wilaya de Titteri, 1974, p. 7.
101. J.Mondon (éd.): Le début de la Révolution Agraire dans la Daira de Chéraga, trois volumes, NARA, Alger 1975, p. 231.
102. N.Jazra (éd.): La Première Année des CAPRA dans une Daira Céréalière, deux volumes, INA El Harrach 1973 et 1974, p. 224-226, 259-260.
103. El Moudjahid le 24 juillet 1978.
104. Volontariat Etudiant...op.cit., wilaya des Oasis, 1974, p. 9.
105. Volontariat Etudiant...op.cit., wilaya de Grand-Kabylie, 1974, p. 7-8.
106. Volontariat Etudiant...op.cit., daira de Souk-Ahras, 1974, p. 10.
107. Volontariat Etudiant...op.cit., wilaya de Mostaganem, 1974, p. 18.
108. El Moudjahid le 28-29 avril 1978.
109. El Moudjahid le 4 avril 1977.
110. Volontariat Etudiant...op.cit., wilaya de Grand-Kabylie, 1974, p. 6.
111. El Moudjahid le 19 juin 1977.
112. Procès-Verbal, wilaya de Mascara, Session Ordinaire le 30-31 mai 1977, annexe VI.
113. Procès-Verbal, wilaya d'Alger, Réunion Ordinaire le 25 juin 1975, p. 7.
114. F.Diabi: La Décision dans les Coopératives de la Révolution Agraire, Mémoire DES, Université d'Alger 1977, p. 78.
115. Procès-Verbal, wilaya de Tebessa, le 18 mai 1976.
116. El Moudjahid le 18 avril 1977.
117. El Moudjahid le 25 avril 1978.
118. AARDES: Etude Socio-Economique sur les Attributaires de la Première Phase de la Révolution Agraire, Alger 1975, p. 229.
119. Procès-Verbal, wilaya de Mascara, Session Ordinaire le 1 mars 1977, annexe VI.

120. El Moudjahid le 21 novembre 1977.
121. Le Monde le 9 mai, Paris 1977.
122. El Moudjahid le 12 juin 1978.
123. El Moudjahid le 4 novembre 1976.
124. Calcul basé sur les chiffres fournis par: Statistique Agricole, Série B, Alger 1976, p. 23, 35, 38-39.
125. El Moudjahid le 9 mai 1977.
126. Yearbook of Nordic Statistics, Nordiska Rådet, Stockholm 1978, p. 78, 80.
127. El Moudjahid le 2 février 1977.
128. El Moudjahid le 29 mai 1978.
129. Instruction Présidentielle, op.cit., p. 7.
130. La République le 3 février, Oran 1976.
131. El Moudjahid le 14 juin 1978.
132. El Moudjahid le 15 mars 1978.
133. El Moudjahid le 1 janvier 1978.

ANNEXELE SECTEUR AGRICOLE AUTOGERE

Le secteur agricole autogéré est créé après le départ des colons en 1962 sur les terres nationalisées.

Ce sont les meilleures terres agricoles de l'Algérie et les produits sont pour la plupart commercialisés sur le marché international.

Le rendement en céréales par exemple, est à peu près le double du secteur privé et du secteur coopératif.

La superficie total des exploitations autogérées est en 1975 de 2.444.962 hectares. La superficie agricole utile est de 2.065.551 hectares, dont 126.453 irrigués, soit 6,1 %.

Voici la répartition de différentes cultures:

Céréales:	839.927 ha	=	40,7 %
Legumes Secs:	51.912 ha	=	2,5 %
Agrumes:	40.925 ha	=	2,0 %
Olives:	33.305 ha	=	1,6 %
Dattes:	2.520 ha	=	0,1 %
Vignoble:	189.174 ha	=	9,2 %
Cultures Fruitières:	34.767 ha	=	1,7 %
Cultures Maraichères:	47.318 ha	=	2,3 %
Cultures Industrielles:	15.502 ha	=	0,7 %
Cultures Fourragères:	183.533 ha	=	8,9 %
Jachère:	626.668 ha	=	30,3 %
Total SAU:	2.065.551 ha	=	100 %

Des exploitations sont, la même année, au nombre de 2.071, soit en moyenne 997,4 hectares par exploitation. Elles ont utilisé 106.630 ouvriers permanents et 124.571 ouvriers saisonniers.

La gestion politique ressemble beaucoup celle des coopératives de la R.A. à la exception du directeur nommé par le ministère de l'agriculture. Selon des rapports et des études de cas il semble que plusieurs domaines autogérés sont en pratique dirigés par le directeur tout seul, sans la consultation de l'Assemblée Générale et les autres organes "élus". C'est la raison pour laquelle un programme d'assainissement du secteur agricole autogéré est mise en oeuvre tout récemment. Les buts principaux sont de reconstituer les organes démocratiques et d'écarter les individus vivant sur les domaines sans être occupés dans l'agriculture. On s'attend également à une augmentation de la production, qui a été stagnante depuis l'indépendance 1962.

Source: Statistique Agricole, Série Etudes et Enquêtes, no 19 décembre 1976, MARA, Alger 1976.